



## L'implantation du scoutisme au Canada français

Pierre Savard, S.R.C.

Numéro 43, 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1015550ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1015550ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)

1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Savard, P. (1983). L'implantation du scoutisme au Canada français. *Les Cahiers des dix*, (43), 207–262. <https://doi.org/10.7202/1015550ar>

## **L'implantation du scoutisme au Canada français**

par PIERRE SAVARD, S.R.C.

L'étude d'un mouvement de jeunesse dépasse largement la connaissance de l'organisation comme telle et de ses leaders pour éclairer l'histoire d'un temps et d'une société. L'avènement du scoutisme dans le Canada français de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle pose, pour sa part, de belles questions à l'historien. Comment un mouvement né dans la Grande-Bretagne impérialiste, et lancé en sus par un général protestant, peut-il séduire des responsables de l'éducation au Canada français entre 1920 et 1940 en un temps où le confessionnalisme et le nationalisme imprègnent plus que jamais les idéologies et les pratiques? Dans quelle mesure l'apparition d'un mouvement nouveau nous renseigne-t-il sur les faiblesses de l'éducation traditionnelle? Les mouvements dits de jeunes constituant un champ privilégié de conflits d'adultes, qu'est-ce que l'histoire du scoutisme nous apprend tant sur les idéologies en présence à l'époque que sur les rivalités régionales? Les rapports du scoutisme avec les autres groupements peuvent aussi nous dire beaucoup sur les entreprises successives et concurrentes qui sollicitent la jeunesse.

Travaillant sur des restes, l'historien n'a pas réponse à toutes ces questions ni à bien d'autres qui surgissent en cours d'analyse. Malgré la fermeture d'archives capitales, comme celles de l'archevêché de Québec, il peut cependant apporter des éléments de réponse qui, nous l'espérons, lanceront un chantier nouveau à ceux qui veulent mieux comprendre un mouvement, un moment du passé de notre jeunesse, voire une tranche de notre histoire globale où se retrouvent des grandes questions comme celles des styles de leadership ou des relations de l'Église et de l'État dans l'éducation.

Dispersées, fragmentaires et parfois mal conservées, les sources sur l'histoire du mouvement scout ne manquent pas. Des archives de la *Boy Scouts of Canada* actuellement conservées aux Archives publiques du Canada, nous avons consulté un dossier copieux sur les relations avec les Canadiens français; il comprend surtout de la correspondance allant de 1935 jusqu'aux années 1950. Il n'existe pas d'histoire de cette association qui possède une riche documentation sous forme de manuscrits, imprimés, pièces de musée... On se reportera toutefois avec profit à l'abondante compilation de Robert E. Milks, *75 Years of Scouting in Canada* (Ottawa, Boy Scouts of Canada, 1981, 305 pages). Les archives de la Fédération catholique des Éclaireurs canadiens-français ne sont pas accessibles. Cependant nous avons pu consulter au Centre de recherche en histoire de l'Amérique française, dans le fonds Lionel-Groulx, un dossier abondant préparé en 1935 par les dirigeants de la Fédération catholique des Éclaireurs canadiens-français. Les archives de la Fédération des Scouts catholiques de la province de Québec, fondée en 1935, sont conservées au siège de la Fédération des Scouts du Québec à Montréal. On y trouve les procès-verbaux du Conseil provincial depuis l'origine et quelques pièces de correspondance. Les Archives nationales du Québec ont entrepris en 1980 d'inventorier les archives scoutées du Québec à tous les niveaux (fédération, district et unité si possible). Le séminaire des Trois-Rivières conserve un fonds scout très riche sur les origines du mouvement trifluvien, sur des questions provinciales, voire canadiennes et internationales (correspondance et coupures de presse recueillies avec soin). Le district scout et guide de Montréal dispose d'archives très incomplètes sur les unités, mais elles remontent à 1935. L'Association des Scouts du Canada dont le siège est à Montréal ne conserve pas d'archives avant les années 1960. Sa bibliothèque est riche. Le district scout d'Ottawa possède des archives surtout après 1950. André Hamel a préparé en 1948 une *Bibliographie sur le scoutisme catholique dans la province de Québec* (thèse de biblio-

théonomie à Laval, manuscrit, 44 p.). C'est un instrument encore utile. Trop peu nombreux sont les souvenirs d'anciens du mouvement comme ceux d'Ambroise Lafortune, *Heureux qui comme Ambroise...* (Montréal, 1981), qui fait sa promesse scoute en 1928 à la paroisse de l'Immaculée-Conception dans la troupe des frères Morel fondée en 1926. Une équipe a réalisé à l'été de 1980 une recherche d'«histoire orale» auprès de plus de soixante-dix anciens du mouvement depuis ses origines. Une synthèse de quelque trois cents heures d'interviews a été publiée en polycopié par les soins de l'Association des Scouts du Canada à Montréal. La synthèse ne dispense pas de recourir aux enregistrements originaux.

On notera qu'il n'est pas question ici de l'histoire du guidisme catholique au Canada français. Histoire qui présenterait un vif intérêt en particulier en un temps où l'histoire de la femme est à l'ordre du jour. Puisant aux mêmes sources pédagogiques et religieuses le guidisme a connu un développement parallèle, mais non strictement symétrique. Au plan de l'administration paroissiale des deux mouvements on retrouve néanmoins souvent les mêmes personnes et les unités scouts et guides partagent le même aumônier. Mais évoluant en stricte séparation du mouvement masculin, le guidisme mérite une étude à part qui en dirait long sur l'éducation des filles et l'image de la femme au Canada français.

Pour faire comprendre le lent démarrage du mouvement, nous nous attarderons d'abord sur les résistances à la fois religieuses et nationales que le mouvement suscite au début au Canada français. Les raisons ou prétextes invoqués nous informent sur la vision du monde et de l'éducation chez les éducateurs catholiques du temps. Nous verrons ensuite le grand déblocage dans les milieux catholiques d'Europe après 1920 qui a des effets au Québec cinq ans plus tard alors que les jésuites jouent un rôle clef dans l'«indigénisation» du mouvement. Nous y verrons aussi se créer d'autres foyers où s'implante le mouvement durant la décennie de 1925 à 1935. Le «coup de force» du cardinal Villeneuve qui unifie les scouts

canadiens-français du Québec et les affilie au scoutisme canadien et international, puis l'essor du mouvement et le prestige dont il jouit alors constituent une autre étape de cette histoire. Ensuite nous essaierons de dégager quelques traits du mouvement dans les années 1940: «sociologie» et «psychologie» du mouvement, place capitale de l'Église et relations pas toujours faciles avec les autres œuvres et mouvements de jeunesse. Un mot sur la fortune du scoutisme depuis 1950 clôturera le développement.

### I. RÉSISTANCES

Lancé en 1908 en Angleterre par Robert Baden-Powell (1857-1941), le scoutisme s'est vite répandu dans les Îles britanniques, dans les Dominions, aux colonies et sur le continent dans des pays comme la France, la Belgique et l'Italie. Dès 1911, lors des fêtes du couronnement du roi George V, un premier rassemblement des scouts de l'Empire regroupe vingt-six mille jeunes dont une centaine de Canadiens. En 1920 a lieu le premier jamboree ou réunion mondiale de scouts à l'Olympia de Londres où 27 nations sont représentées. Baden-Powell y est acclamé chef-scout du monde. On y crée le Bureau international du scoutisme mondial. En 1922 il y a un million de scouts dans 31 pays<sup>1</sup>.

Le scoutisme s'est vite répandu au Canada anglais grâce aux liens multiples et serrés de l'Empire. En 1914, date de l'octroi d'une charte fédérale à la *Boy Scouts Association of Canada*, il y a déjà 13 565 scouts au pays. Des tentatives sont faites pour implanter le mouvement chez les jeunes canadiens-français. En 1911, par exemple, Baden-Powell transmet à lord Grey un exemplaire de la revue française *Éducation* qui ren-

---

1. Le meilleur survol en français sur le mouvement reste l'*Histoire du scoutisme* de Henri Van Effenterre publiée à Paris en 1947 et rééditée en 1961. En anglais, on possède la biographie classique de W. Hillcourt écrite d'après les papiers de Baden-Powell et avec l'aide de la femme du chef-scout: *Baden-Powell: The Two Lives of a Hero* (New York, 1964). On ne manquera pas de compléter par les pages plus critiques sur Baden-Powell dans *Edwardian Portraits* de A. S. Adams (Londres, 1957).

ferme un article sur le scoutisme. Le chef-scout conseille au gouverneur général de l'utiliser pour faire connaître le mouvement aux Canadiens français et à leurs autorités en éducation<sup>2</sup>. Au début de 1914 on assiste à une poussée en faveur du mouvement à Québec. Le lieutenant-colonel R.E.W. Turner suggère au supérieur du Séminaire de Québec l'établissement d'une troupe dans son institution. Le supérieur répond que le système des études empêche de telles activités<sup>3</sup>. Cependant, le lieutenant-gouverneur, Sir François Langelier (1838-1915), exprime publiquement le souhait que le mouvement se répande chez les Canadiens français. Ce vœu soulève une tempête dans la presse, *la Vérité* et *l'Action sociale* de Québec passant alors à l'attaque. *La Vérité* du 22 avril 1914 reproduit un article de l'abbé Henri Bernard contre le mouvement qui reprend l'essentiel d'un article des *Études* de Paris du 20 février au 5 mars de l'année précédente. Le jésuite H. Caye y rejette la formule du scoutisme «jeu d'enfant» dans la meilleure des hypothèses, mouvement dangereux pour la religion dans la pire. Chaque semaine, jusqu'au 10 juin, *la Vérité* dénonce le mouvement. Au *Chronicle*, par exemple, qui cite l'approbation que le cardinal Bourne a donné au *Scout's Prayer Book*, *la Vérité* du 18 avril riposte que le scoutisme est une association neutre et que Pie X s'est prononcé contre les associations neutres. *L'Action sociale* qui craint le mélange des religions dans le mouvement fait front commun avec *la Vérité*. Les deux feuilles reproduisent de *la Croix* de Paris de nombreuses mises en garde d'évêques de France contre le scoutisme protestant ou neutre<sup>4</sup>.

2. Archives nationales du Québec, fonds Thomas-Chapais, Baden-Powell à Grey, Londres, 21 septembre 1911.

3. Archives du séminaire de Québec, Université 181 n° 29A, Turner à Gosselin, 12 février 1914; 29B, Gosselin à Turner, 16 février 1914. Quelques semaines plus tard, sir Georges Garneau invite Mgr Gosselin à assister à une conférence sur le scoutisme (*ibid.*, n° 50, Garneau à Gosselin, 14 avril 1914).

4. Sur la résistance des milieux catholiques français au scoutisme voir surtout Henri Viaux, *Aux sources du scoutisme français*, Paris, 1961, p. 157-169. Dès 1911 *La Correspondance de Rome* tire à boulets rouges contre le scoutisme «en dehors du catholicisme (...) donc contre le catholicisme» et accuse le mouvement de naturalisme et de maçonnerie. Les mises

*Le Messager canadien* des jésuites appuie les deux journaux québécois tandis que *la Patrie* de Montréal a fait écho favorablement au vœu du lieutenant-gouverneur. Cette levée de boucliers contre le scoutisme se produit au moment même où, répandue au Canada anglophone, l'organisation obtenait une charte fédérale d'incorporation: elle semble avoir stoppé pour un temps le développement du mouvement au Canada français<sup>5</sup>.

Toutefois, les dirigeants canadiens ne renoncent pas à l'expansion au Canada français. Ils reçoivent des enfants francophones dans les unités anglophones. Comme en Angleterre, le mouvement accepte que des unités soient entièrement formées de catholiques avec leur aumônier. Une réalisation de ce type apparaît en 1918 à Ottawa, dans la paroisse Notre-Dame. Le vicaire de la paroisse, l'abbé Joseph Hébert et des militaires canadiens-français mettent sur pied, à l'intérieur des cadres de la *Boy Scouts*, une troupe de jeunes canadiens-français<sup>6</sup>. La formule sera imitée dans d'autres paroisses de la ville d'Ottawa avec l'approbation de la *Boy Scouts* qui fait

---

en garde se multiplient dans la *Semaine religieuse du Cambrai* (1914) sous la plume du prélat intégriste Mgr Delassus, dans la *Revue internationale des sociétés secrètes* (1912), dans l'*Echo de Paris* (1913) et la *Semaine religieuse de Paris* (1913) (mise en garde du cardinal). Voir également Emile Poulat, *Église contre Bourgeoisie*, Paris, 1977, p. 272 et 276 qui rappelle l'hostilité continue de *La Correspondance de Rome*.

5. En 1933, T.H. Wardleworth, commissaire de la *Boy Scouts* pour la province de Québec, rédige un document sur des essais infructueux de création de troupes catholiques canadiennes-françaises au Québec. Notons qu'on réussit par contre assez vite à créer des troupes de scouts catholiques chez les anglophones à l'instar de ce qui se fait en Grande-Bretagne où très tôt d'excellents rapports se sont établis entre la hiérarchie catholique et le mouvement scout. Le mémoire de Wardleworth est conservé dans les archives de la *Boy Scouts of Canada* à Ottawa qui nous a fort obligeamment permis de puiser une documentation essentielle à cette étude. Tous les documents cités sont conservés dans un dossier sans cote ayant trait aux relations avec les Canadiens français des années 1920 aux années 1950 environ (cité désormais BSC). Les archives de la *Boy Scouts* sont aujourd'hui aux Archives publiques du Canada.

6. Sur l'histoire du mouvement à Ottawa, on se reportera à l'article clair et bien documenté de Jean-Louis Lemieux dans *Le Droit* du 23 mars 1967 reproduit dans le *Rapport annuel 1967-68* des Scouts du Canada, région laurentienne, diocèse d'Ottawa, p. 19 et dans *Le Carrefour*, Ottawa, n° 4 (1967?). On consultera aussi une interview de Paul McNicoll, scout dès 1918, réalisée en 1974 et qui compte 90 pages de texte (conservé au Bureau scout du district d'Ottawa).

même, vers 1919, traduire en français son manuel de l'aspirant scout<sup>7</sup>. Des troupes de ce type apparaîtront aussi à Saint-Jean et ailleurs au Québec dans les années suivantes.

Cette nouvelle tentative de percée du mouvement suscite des réactions dans le clergé et les milieux nationalistes. En 1919, paraît sous la plume du père oblat J.-M.-Rodrigue Villeneuve, alors directeur de scolasticat à Ottawa, un article qui permet de saisir ces réticences. Dans *le Semeur*, organe de l'Association catholique de la Jeunesse canadienne-française, sous le titre «A propos des *Boy Scouts*», Villeneuve répond à la question: «Faut-il, ne faut-il pas favoriser ou du moins tolérer la formation des *Boy Scouts*, autrement dits *Éclaireurs*, chez les nôtres?» Le théologien conseille la plus grande prudence. Après avoir rappelé les rapides succès du mouvement dans «le monde anglais» du Canada, il prévoit son expansion plus grande encore grâce au militarisme et à l'impérialisme qui ont été fouettés par la guerre. D'origine protestante, voire aux yeux de certains, d'inspiration maçonnique et plus ou moins international, le scoutisme ne sera jamais dans l'ensemble ni franchement catholique ni principalement canadien-français. Dans un Canada français menacé par la persécution religieuse et l'assimilation nationale il ne faut pas naïvement préparer les voies aux ennemis de la foi et de la langue en participant à un tel mouvement. Au surplus, n'est-il pas «étrange et humiliant» que l'Église, pour former sa jeunesse, doive s'intégrer à des organisations si étrangères à son esprit. Le religieux répond ensuite à l'objection qu'il n'existe pour les jeunes au Canada français rien n'équivalant au scoutisme. L'Association catholique de la Jeunesse canadienne-française (A.C.J.C.) «bien entendu, exploitée dans toute sa fécondité», peut largement suppléer au scoutisme. Et pourquoi pas faire des emprunts au scoutisme pour transformer nos jeunes «Zouaves pontificaux» ou nos «Cadets du Sacré-Cœur»?

7. Le Bureau scout du district d'Ottawa conserve un exemplaire de ce rare *Canadiana* traduit par le «scoutmestre» J.-E. Brisson. Une autre traduction tout à fait nouvelle paraît en 1934.



«Nous oublions, nous semble-t-il, surtout, que nous sommes des latins, et que l'idéal brutal et matériel du monde saxon et américain n'est pas le nôtre, *sport, business, money, self-training* n'étant pas pour nous les seules idées motrices de la vie humaine, les seuls principes générateurs d'action et d'héroïsme (?) qu'il faille développer chez nos jeunes» déclare le théologien. On voit ici pointer l'accusation de naturalisme faite au scoutisme, accusation qui aura longue vie. Plus bas, l'auteur écarte sans examen l'objection de ceux qui invoquent l'appui d'évêques de France ou d'Angleterre ou d'Amérique et de curés qui voient d'un bon œil l'organisation «d'éclaireurs catholiques». Après ce réquisitoire contre le mouvement, l'auteur termine: «Les lignes qui précèdent n'ont point la prétention de liquider le problème. Elles ont plutôt pour objet de le faire discuter. Mais, puisque ce sont, à ce qu'il nous semble, des principes fondamentaux qui sont en jeu, et que le mouvement nouveau se dessine et qu'il pourra se propager comme le feu, dès que l'étincelle en aura été allumée, il nous semble qu'il vaille la peine d'y regarder à deux fois avant de procéder<sup>8</sup>.»

Cet article constitue une pièce capitale au dossier de l'histoire du mouvement au Canada français. L'auteur y reprend l'essentiel des arguments des milieux catholiques du temps contre le scoutisme. Sans les citer, il démarque des passages de l'article des *Études* mentionnés plus haut et il suit en partie l'article hostile au mouvement de l'abbé Henri Bernard de 1914.

La dernière grande offensive doctrinale contre le mouvement a lieu en 1926. J.-J. Plamondon, prêtre de Saint-Vincent-de-Paul, donne au *Patronage. Revue mensuelle de l'Œuvre de la Jeunesse ouvrière de Lévis*, deux longs articles intitulés «Du scoutisme». L'auteur déplore l'insuffisance des œuvres de jeunesse dans la ville surtout. L'A.C.J.C. touche essentiellement un public étudiant. Les patronages, pionniers

8. *Le Semeur*, vol. XVI, 1919-1920. p. 42 à 46

des œuvres de jeunesse, ne sont pas assez répandus. Or le scoutisme, qui commence à connaître une vogue irrésistible, est plein de dangers. Utilisant une copieuse documentation puisée aux sources européennes, l'auteur dénonce le caractère internationaliste c'est-à-dire anti-patriotique du mouvement. Il insiste sur son neutralisme religieux incompatible avec la doctrine catholique. Il démêle ses accointances théosophiques, voire ses affinités maçonniques, à une époque où toute une presse catholique fait de la maçonnerie l'ennemi numéro un du catholicisme. Il conteste la méthode scout, qualifiant de dangereux le retour à la nature c'est-à-dire à la sauvagerie, regrettant le manque de surveillance des jeunes et la naïveté qu'il y a à trop insister sur l'honneur. Pour lui, le scoutisme, même dans sa version catholique, est anti-éducatif, nuisible pour la vie de famille et l'instruction, en somme abrutissant, absurde et ridicule<sup>9</sup>. La sévérité de la charge s'explique sans doute par la psychose de l'auteur, partagée par tout un clergé et une élite canadienne-française face aux dangers modernes<sup>10</sup>. Il faut aussi faire la part du dirigeant d'œuvre qui voit apparaître un concurrent direct.

## II. DÉBLOCAGE DANS L'EUROPE CATHOLIQUE

Des circonstances nouvelles vont contribuer à désarmer la méfiance du clergé et de l'élite catholique intégriste. Le début des années 1920 voit dans l'Europe catholique un déblocage en faveur du mouvement. En juillet 1920, on fonde la Fédération nationale des Scouts de France (catholique), qui regroupe une centaine de troupes actives dans des villes comme Paris et Lyon. Le 17 janvier 1921, le cardinal Dubois,

9. *Le Patronage. Revue mensuelle de l'Oeuvre de la Jeunesse ouvrière de Lévis*, XIII<sup>e</sup> année, n° 121, avril 1926, p. 49 à 54 et n° 122, mai 1926, p. 65 à 104. Publiée de 1913 à 1938, la revue devient à cette date le *Patro* pour tout le Québec.

10. Voir sur cet état d'esprit, entre autres, l'étude de Richard Jones sur *L'Idéologie de l'Action catholique (1917-1939)*, (Québec, 1974). Cette intervention de Plamondon est à mettre en relation avec l'attaque de *Fede e Ragione* rapportée plus bas à la note 18. Le danger de l'internationalisme revient encore en 1939 sous la plume de Louis-Philippe Roy, voir note 52.

archevêque de Paris, adresse au chanoine Cornette, aumônier-général de la Fédération, une lettre chaleureuse d'approbation qui sera largement exploitée par les défenseurs du mouvement. En 1922, c'est un approbation du pape Pie XI qui parvient au chanoine Cornette, par l'entremise du cardinal Gasparri, en date du 30 mars<sup>11</sup>. Le scoutisme catholique s'est aussi développé en Italie sous l'impulsion du comte Mario Di Carpegna, premier chef-scout d'Italie. À sa mort, en 1924, il y a 25 000 scouts dans l'*Associazione scautistica cattolica italiana*. Le mouvement y a reçu l'encouragement de Benoît XV dès 1916<sup>12</sup>. Dans d'autres pays se dessinent également les traits d'un scoutisme catholique pratiqué dans des associations confessionnelles acceptées à la fois par le Bureau international et par la hiérarchie catholique. Un prêtre bruxellois découvre les scouts en 1912 et dès l'année suivante le scoutisme catholique commence en Belgique. En 1919 le mouvement se scinde en deux fédérations basées sur les cultures flamande et wallonne. La Fédération des Scouts catholiques bel-

11. Jacques Sevin, *Le Scoutisme. Étude documentaire et applications*, Paris, Spes, 1924 (deuxième édition revue). Ouvrage richement documenté avec une lettre-préface du cardinal Dubois du 3 août 1924. Sevin donne tous ces documents essentiels (lettre de Dubois de 1921, p. 334, lettre de Gasparri de 1922, p. 335). *Le Chef* (revue à l'adresse des responsables de tous niveaux) publiée en supplément à son numéro 18 (décembre 1923) une longue «circulaire privée» aux aumôniers et chefs qui fournit un arsenal de faits et de doctrine pour défendre le mouvement auprès des milieux catholiques. En avril-mai 1923, le *Chef* reproduit deux approbations épiscopales (Rouen et Toulon) qui montrent que les adversaires ne désarment pas. Le déblocage en faveur du scoutisme dans les milieux catholiques de France s'explique par la faveur du mouvement auprès des jeunes et des parents catholiques. Autour de 1920, la moitié des effectifs des Éclaireurs unionistes d'inspiration protestante est constituée de catholiques. D'où la réaction pour «catholiciser» le mouvement.

12. Lettre au comte Mario Di Carpegna reproduite dans *Documenti pontifici sullo scoutismo*, A. curadell' A.S.C.I. esploratori d'Italia, Rome, 1952. Ce livre regroupe les principaux discours et documents pontificaux relatifs au scoutisme catholique de 1916 à 1952. Les documents sont donnés en trois langues: italien, français et anglais. En 1928, il y aura 50 000 scouts dans la péninsule. Deux ans plus tôt, Mussolini a créé son mouvement de jeunesse d'État, les *balillas*, qui absorbent les scouts en 1928 par décision ministérielle. Pie XI riposte en dissolvant l'association des scouts catholiques italiens. Le scoutisme disparaît ainsi de l'Italie jusqu'en 1945. En 1933, Baden-Powell rencontre Mussolini dans une vaine tentative de restaurer le scoutisme. Sur cette histoire, voir Hillcourt, *op. cit.*, et le supplément 1938-1948 de l'*Enciclopedia Italiana* à l'article «Esploratori cattolici» ainsi que Van Effenterre, *op. cit.*, p. 96. Voir aussi L. Salvatorelli et G. Mira, *Storia d'Italia nel periodo fascista* (Turin, 1964), p. 465-469: «La questione dei boy scouts».

ges marquée par la Grande-Bretagne inspire les Scouts de France à leurs débuts. Le cardinal Mercier manifeste tôt son appui au scoutisme catholique<sup>13</sup>. En Suisse une Fédération non confessionnelle des Éclaireurs suisses est apparue en 1913; elle laisse toute liberté aux associations cantonales au plan religieux. Les catholiques se groupent en trois «associations»: romande, allemande et italienne. En Allemagne où fleurissent les mouvements de jeunesse, les scouts («Pfadfinders») créés en 1911 comptent 80 000 membres dès 1914. En 1929, les scouts proprement catholiques font leur apparition à Trèves avec St.Georg Pfadfinderschaft qui comptera près de 6 000 membres en 1933 et maintient des liens avec le Bureau international. La mainmise de Hitler sur la jeunesse gêne l'expansion du mouvement. En Hollande qui compte 40% de catholiques, les scouts ne seront autorisés par l'épiscopat qu'en 1930 du fait de la neutralité religieuse déclarée de la première Fédération scoute. En 1939, «l'association» catholique compte 14 000 scouts très étroitement intégrés à la Fédération nationale<sup>14</sup>. En Grande-Bretagne, Baden-Powell a pu compter presque dès les débuts sur des proches collaborateurs catholiques. Les évêques d'Angleterre ont obtenu des garanties confessionnelles qui les satisfont comme, par exemple, le droit de constituer des troupes catholiques distinctes et un droit de regard sur la nomination des chefs. Le cardinal

13. Poulat, *op. cit.*, p. 272. L'auteur souligne qu'en Belgique ce sont les jésuites qui sont les grands défenseurs du mouvement avec l'appui du cardinal. Merry Del Val adresse une belle lettre d'encouragement au chef du scoutisme belge dès le 18 janvier 1913, ce qui soulève l'ire des intégristes (*op. cit.*). La querelle provoque sans doute les articles hostiles au scoutisme de la *Civiltà cattolica* et des *Études* de cette même année. Sur les origines du mouvement belge voir Albert Lamy, «Le scoutisme catholique en Belgique», dans *Le Chef* (Paris), n° 161 (5 mars 1939), p. 156-161.

14. L'Association romande des Éclaireurs catholiques suisses répartie dans 6 cantons comptera 2 376 membres en 1938 (Edgard Voirol, «Le scoutisme catholique en Suisse», dans *Le Chef*, n° 165, 5 juillet 1939, p. 404-407). Il y avait en 1934 13 000 scouts en Suisse d'après l'article «Éclaireurs suisses» du *Supplément du Dictionnaire historique et géographique de la Suisse* (Neuchâtel, 1934); Lawrence D. Walker, *Hitler Youth and Catholic Youth, 1933-1936*, (Washington, 1970), p. 8 et 27; abbé Wouter Van Eitinger, «Le scoutisme catholique en Hollande», dans *Le Chef* (Paris), n° 163, 5 mai 1939, p. 268 à 271.

Bourne, archevêque de Westminster, appuie sans réserve le mouvement<sup>15</sup>.

En 1920, lors du jamboree mondial tenu à l'Olympia à Londres, des dirigeants scouts catholiques, principalement italiens, belges et français, fondent l'Office international des Scouts catholiques; le patron d'honneur en est le cardinal Bourne et le premier secrétaire, le jésuite français Jacques Sevin. Sevin est reconnu «à l'époque [en France] le meilleur connaisseur du scoutisme qu'il a étudié sur place en Angleterre<sup>16</sup>». Du 13 au 30 juillet 1922 a lieu à Paris le congrès international du Scoutisme en présence de Baden-Powell. Un demi-million de scouts appartenant à une trentaine de nations sont représentés. À cette occasion, Jacques Sevin publie dans les *Études* du 20 juillet 1922 un article sur le mouvement. *La Documentation catholique* du 5-12 août 1922 reproduit en grande partie l'analyse en la coiffant d'un texte et d'une bibliographie qui rappellent «la réserve des catholiques qui fut longtemps non seulement justifiée mais même commandée envers le mouvement». La revue admet cependant que des modifications essentielles «ont rendu (le scoutisme) acceptable pour les catholiques». La même année, Sevin publie *Le scoutisme. Étude documentaire et applications*, défense et illustration du scoutisme catholique qui fera autorité pendant des décennies<sup>17</sup>.

Le 6 septembre 1925, à l'occasion de l'Année Sainte, un grand pèlerinage amène dix mille scouts catholiques dans la Ville Éternelle. Sept mille d'entre eux viennent des diverses

15. Ainsi, il prononce une éloquente allocution au Jamboree mondial de Birkenhead en 1929, intitulée «Vingt-et-un ans de scoutisme» et reproduite dans la *Semaine religieuse de Montréal* de la même année (569-571). Sevin, *op. cit.*, p. 299, n° 1, expose les rapports entre le mouvement et l'épiscopat catholique anglais. Ce type de rapports se retrouvera aux États-Unis et c'est celui que la *Boy Scouts* propose au Canada.

16. Van Effenterre, *op. cit.*, p. 76. En 1921, Benoît XV approuve et bénit l'Office, dont la constitution est reproduite dans Sevin, *op. cit.*, p. 336-338.

17. Première édition à Paris, à l'Action populaire et aux Éditions Spes en 1922, deuxième édition en 1924, troisième édition revue en 1930, sans compter les réimpressions comme celle de 1933. Les deux dernières éditions s'ouvrent sur une lettre-préface du cardinal Dubois et les trois éditions comportent une préface de Georges Goyau de l'Académie française.

régions de l'Italie et les autres d'Angleterre (750), de France (500), d'Irlande, de Belgique, d'Espagne, de Suisse, du Danemark, d'Autriche et de Pologne. Pie XI leur adresse un message chaleureux. Cet événement constitue comme la reconnaissance du mouvement aux yeux de tout l'univers catholique. Les réticences qui perdurent devront se faire plus discrètes pour éviter les foudres romaines. Ainsi, en août 1926, le périodique intégriste *Fede e Ragione* lance une attaque contre le scoutisme catholique qu'il accuse de naturalisme et qu'il réduit à n'être qu'une simple forme de sport. *L'Osservatore Romano* publie une mise au point énergique qui fait le tour du monde catholique. La *Semaine religieuse de Montréal*, par exemple, reproduit un compte rendu de l'incident d'après les *Nouvelles religieuses* de Paris du 15 octobre 1926<sup>18</sup>.

On peut affirmer qu'en 1925, le scoutisme est non seulement autorisé, mais encore encouragé par les plus hautes autorités catholiques. Quant aux responsables du mouvement dans les divers pays et au plan international, ils sont prêts à bien des accommodements pour faire place au catholicisme dans un mouvement qui s'est, d'ailleurs, dès le début, déclaré foncièrement d'inspiration chrétienne. Les obligations envers Dieu mentionnées dans la loi, les principes et la formule de la promesse suffisent à dissiper toute équivoque sur ce point. Les préventions doctrinales contre le mouvement semblent avoir fait long feu. La résistance viendra d'autres sources comme, par exemple, le désir de protéger des œuvres catholiques déjà existantes de la concurrence d'un mouvement de plus en plus en vogue<sup>19</sup>. Précisons que même s'ils sont encouragés par le

18. *Semaine religieuse de Montréal* (1926), p. 763-764. Peu auparavant, la *Semaine* a reproduit un extrait de son homonyme parisien sur les origines du scoutisme catholique et comprenant les lettres de Dubois de 1921 et de Gasparri de 1922 mentionnées plus haut. Sur cet incident voir aussi Poulat, *loc. cit.*

19. En France, le problème se pose vis-à-vis les patronages comme l'atteste toute une littérature sur le sujet. Sevin, dans l'ouvrage cité, consacre un chapitre entier au problème. Voir aussi «Scouts de France» du chanoine J. Bricout, dans le tome 6 (1928) du *Dictionnaire pratique des connaissances religieuses* qui souligne que le scoutisme vise surtout les élèves du secondaire (collèges et lycées) alors que les patronages sont plus «populaires». On a vu plus haut l'attaque en règle de Plamondon en 1926.

Saint-Siège, les scouts doivent obtenir l'approbation épiscopale pour se développer. En France, par exemple, il faut gagner un à un les 86 diocèses et les dernières barrières ne seront levées qu'en 1943<sup>20</sup>.

### III. ESSOR AU CANADA FRANÇAIS MAIS DIVISIONS

Au Québec, à cette époque, le sous-équipement en loisirs urbains pour les jeunes se fait sentir cruellement<sup>21</sup>. Entre 1911 et 1931 la population urbaine de la province a presque doublé. Il faut multiplier les œuvres paroissiales pour encadrer les enfants, les jeunes, sans parler des étudiants, des ouvriers, des mères de famille, des employés et commis, des voyageurs de commerce et combien d'autres groupes encore. Ce n'est qu'en 1929 qu'apparaît la fondation de la première Œuvre des Terrains de jeux (O.T.J.). Les catholiques francophones évitent les YMCA et les YWCA. Les colonies de vacances, lancées dans les années 1910, restent rares. Il n'est pas étonnant que le mouvement scout ait suscité l'intérêt d'éducateurs et citoyens soucieux de l'épanouissement des jeunes.

C'est à Montréal, à partir de 1926, que le scoutisme va se développer de façon marquée<sup>22</sup>. Dans le deuxième tome de ses

20. Van Effenterre, *op. cit.*, p. 77.

21. Voir entre autres les doléances exprimées par Omer Héroux dans *Le Devoir* du 6 mars 1926. Les témoignages d'enfants élevés dans les quartiers populaires de Montréal abondent sur «le manque total de loisirs organisés» selon les mots de Marcel Dubé, «Le Faubourg à m'lasse», dans *Morceaux du Grand Montréal* (Montréal, 1978, p. 47).

22. À Longueuil, en 1925, Georges Sainte-Marie a fondé une troupe inspirée de la méthode scout, sans attache avec la *Boy Scouts* et qui jouit de l'approbation des autorités religieuses tant paroissiales que diocésaines. Voir «Premières expériences de scoutisme canadien-français», article de Sainte-Marie dans *Action française*, vol. XVIII, n° 1 (juillet 1927). Les débuts du scoutisme à Montréal ont été racontés dans une brochure polycopiée à 75 exemplaires en 1944 et signée G.M., s.j. (Guy Ménard). Il s'agit d'un récit bien documenté auprès des témoins de l'époque et qui fait la part des choses. Des exemplaires de ce texte existent dans le fonds Groulx, Centre de recherche en histoire de l'Amérique française (CRHAF), et dans la bibliothèque de l'ASC (Association des Scouts du Canada à Montréal). Les archives de la Fédération catholique des Éclaireurs canadiens-français n'étant pas accessibles, nous avons puisé l'essentiel de notre documentation sur ce groupement dans les riches dossiers conservés par le chanoine Groulx. À Ottawa, en 1923, il est question de former des groupements scouts catholiques de langue française et de langue anglaise soumis à l'autorité ecclésiastique. Charles Gautier, éditorialiste au *Droit*, applaudit au projet. Il faudra attendre

*Mémoires*, le chanoine Lionel Groulx raconte le rôle qu'il a joué dans l'introduction du scoutisme. Pendant ses vacances d'été de 1925, Groulx découvre le mouvement scout. Dans une des belles pages de ses *Mémoires* il décrit le mode de vie des scouts et se livre à des réflexions enthousiastes sur cette méthode d'éducation: «Pendant mes vacances à Saint-Donat, il m'est donné d'observer d'assez près un campement de jeunes scouts anglo-protestants. Au fond de leur baie de sable du lac Archambault, je les ai vus nicher leur matelas ou pailleasse au sommet des grands pins et dormir là, tranquilles, quelquefois bercés dans la musique du vent et des vagues. Surpris parfois par un orage sur le lac, ils ont abordé à l'*Abitation*. Puis, je les ai rencontrés dans leurs randonnées de règle, randonnées à trois camarades et d'une durée de huit jours, à travers les lacs et les bois des environs. Munis d'un canot, d'un peu de nourriture, de leur équipement ordinaire, ils apprennent à se débrouiller: ils jouent à l'explorateur, tiennent un journal de leur aventure, décrivent les régions parcourues. Et je me suis dit: quelle merveilleuse méthode d'éducation tout de même! Quoi de plus propre à développer l'esprit de débrouillardise, d'initiative, d'observation! Et ces fiers garçons, que je verrai si calmes, si sûrs d'eux-mêmes, à des milles de leur campement, qu'ils m'ont paru différents des nôtres, autrement plus délurés que nos petits Canadiens, si longtemps enveloppés dans les jupes de leur mère. Le scoutisme m'a conquis<sup>23</sup>.» Dès son retour en ville, il fait part de son enthousiasme à ses collègues de la ligue d'Action française. Le groupe confie l'étude du mouvement au jésuite Adélarde Dugré<sup>24</sup>. En janvier 1926 paraît dans l'*Action française* de Montréal un article de 16

plusieurs années pour voir se développer un scoutisme canadien-français et catholique hors du giron de la *Boy Scouts* (*Le Droit*, 23 mars 1923).

23. *Mes mémoires*, Montréal, 1971, p. 321.

24. Adélarde Dugré (1891-1970) a enseigné la théologie et laissé plusieurs écrits sur des questions de son temps. Recteur du scolasticat jésuite de l'Immaculée-Conception de Montréal, il occupera aussi la charge importante d'assistant du père général de la Compagnie. Ses *Souvenirs et réflexions* contiennent quelques lignes seulement sur le scoutisme (polycopié, Montréal, Maison provinciale, 1971, p. 77-78).



pages sous la signature du jésuite. L'auteur y décrit fidèlement les grandes lignes de la méthode scout et de son adaptation à la jeunesse catholique en s'inspirant principalement de l'ouvrage de Sevin. La dernière partie de l'article répond à la question «Ces méthodes d'éducation auraient-elles leur raison d'être chez nous?» L'auteur répond résolument oui à la condition d'«adapter le système à notre tempérament, à notre histoire, à nos coutumes» (p. 45). Il écarte les objections de militarisme que l'on fait au scoutisme dans certains quartiers en précisant qu'un scoutisme dirigé par des Canadiens français risque fort peu de tomber dans ce travers. Plus délicate est la question du patriotisme à développer chez les scouts. «Il n'y a, écrit le jésuite, qu'une sorte de patriotisme qui soulève spontanément l'enthousiasme du petit Canadien français: c'est le patriotisme naturel, celui qui a sa source dans la communauté de sang, de langue et de foi. Le patriotisme de raison, fondé sur l'intérêt, ne l'émeut guère. Le drapeau, l'hymne national qui le fera vibrer, ce n'est pas l'*Union Jack* ni le *God Save the King*. La patrie qu'il veut grande et prospère, ce n'est pas l'Empire britannique, mais le Canada, tout particulièrement le Canada français» (p. 47-48). L'article se termine en souhaitant la formation d'un mouvement scout canadien-français pour «procurer à nos jeunes gens les avantages de cette formation originale et bienfaisante». Mais «l'indépendance» vis-à-vis du «scoutisme officiel», «propagé par le gouvernement d'Ottawa», peut seule assurer le succès du mouvement chez nous, conclut le théologien (p.49).

L'article de Dugré suscite maints commentaires. Omer Héroux, dans *Le Devoir* du 6 mars 1926, félicite le jésuite de son article et souhaite voir le mouvement se répandre. Il trouve dans le scoutisme un correctif à l'éducation scolaire trop livresque. Héroux voit aussi dans ce mouvement une réponse au moins partielle au manque de structures de loisirs d'été pour les jeunes dans une ville comme Montréal. Héroux pousse l'Association catholique de la Jeunesse canadienne-française (A.C.J.C.) et la Société Saint-Jean-Baptiste à se

faire les propagateurs du mouvement<sup>25</sup>. En mai 1926 Dugré reprend son projet dans une brochure publiée par «L'École sociale populaire» intitulée *Éclaireurs canadiens-français*<sup>26</sup>. On y retrouve l'essentiel de son article de janvier, enrichi de réponses à des objections. Il souligne la faveur croissante dont le scoutisme jouit auprès des catholiques, faveur attestée par le pèlerinage de dix mille scouts à Rome en septembre 1925 et par la sympathie que leur a témoigné Pie XI. Au passage, il reproche doucement aux Français d'avoir sur certains points copié trop servilement le scoutisme britannique. Il souligne que la jeunesse de chez nous a besoin de mouvements qui puissent l'encadrer, vu que, chaque été, dans la seule ville de Montréal, «cinquante mille jeunes sont pour ainsi dire jetés sur le pavé ne sachant que faire d'eux-mêmes<sup>27</sup>». Il rappelle qu'une troupe scoute n'est ni une «congrégation» (de prière) ni une «école de réforme». «Ce groupement, souligne-t-il, semble donc surtout destiné à préserver, à perfectionner les bons enfants.» Il précise, quant au recrutement: «Des garçons espiègles, par conséquent fort exposés, même de prétendus mauvais sujets peuvent s'y amender, pourvu qu'ils ne soient pas déjà enfoncés dans le vice, qu'ils aient l'esprit ouvert et qu'ils sachent apprécier l'estime et la confiance de leurs supérieurs. Des troupes recrutées parmi les enfants de très basse catégorie ont donné de bons résultats» (p. 20). Et il continue: «Les sujets d'élite, parmi les éclaireurs, seront donc ces garçons vigoureux, contents de vivre, qui ont leur franc parler et

25. Cité dans Ménard, *op. cit.* L'A.C.J.C. va effectivement se faire le propagateur du mouvement; voir entre autres l'article du *Semeur*, «Une force qui monte», dans la livraison d'août 1930 qui constitue un éloge de la Fédération catholique des Éclaireurs canadiens-français et un aperçu de ses principes d'éducation nationale. Aux Trois-Rivières, c'est au cercle Ozanam de l'A.C.J.C. qu'on étudie d'abord le mouvement scout avant de lancer le mouvement.

26. Montréal (c. 1926), 32 p., n° 148 de la collection des brochures de l'E.S.P.

27. *Op. cit.*, p. 18. Cette préoccupation des jeunes des villes se retrouve durant cette période. En 1927, un jésuite crée l'Œuvre des vacances pour les jeunes qui fréquentent le parc Lafontaine à Montréal. En 1929, on crée l'Œuvre des terrains de jeux à Québec et Trois-Rivières se dote bientôt de structures analogues. (*La Compagnie de Jésus au Canada*, Montréal, 1942, p. 166.) Sur le rôle des jésuites dans les œuvres de ce temps, voir l'utile tableau de Jean Blouin dans *Perspectives* (Montréal), 28 juin 1975, p. 2 à 6.

qui aiment à s'imposer aux autres» (p. 21). Dans sa conclusion, il évoque le choix des instructeurs, c'est-à-dire des chefs. Les jeunes instituteurs semblent tout désignés pour la tâche pourvu qu'ils soient souples, capables de s'adapter aux garçons, et animés autant par le patriotisme que par l'esprit religieux. Enfin, Dugré rappelle qu'un scoutisme canadien-français ne peut s'épanouir que distinct de la *Boy Scouts*. «Séparés, nous pourrions nous entendre; réunis, les malentendus risquent de naître à chaque instant» (p. 31). Quelques semaines plus tard, Dugré confie à Groulx, «en se simplifiant dans mon esprit, l'idée de cette organisation m'apparaît de plus en plus comme un moyen d'utiliser le patriotisme, beaucoup plus qu'on ne l'a fait jusqu'ici chez nous, mais comme on le fait dans tous les autres pays (...) S'il n'en tient qu'à moi, la corde patriotique sonnera dans ces troupes, et elle ne sonnera pas faux<sup>28</sup>.»

En juillet 1926, la revue *l'Action française* revient sur le sujet du nouveau mouvement à créer. Son «Mot d'ordre» mensuel signé de la rédaction s'intitule «Le scoutisme». On y constate la «vogue» du scoutisme jusque dans les milieux catholiques. Cette «popularité» présente même les traits d'un «mouvement irrésistible». D'ailleurs, des jeunes Canadiens français font déjà partie d'unités de la *Boy Scouts*. Il ne saurait donc être question de boudier cette méthode. «Il faut encourager la création d'un scoutisme bien à nous qui n'aura rien à faire avec le scoutisme officiel, d'origine et d'esprit anglo-protestant (et qui) n'empruntera même qu'à bon escient au scoutisme catholique de France» (p. 4). «Ne nous laissons pas voler notre jeunesse» avertit l'éditorial.

Au début de l'année 1926, Adélarde Dugré a pris contact avec deux instituteurs, les frères Guido et Philippe Morel, qu'il a su intéresser à la méthode scoute. Les frères Morel étudient le scoutisme dans les livres et, en septembre 1926, ils lancent deux unités. Philippe Morel fonde une troupe dans la

28. Adélarde Dugré à Lionel Groulx, 6 juin 1926, fonds Groulx (CRHAF).

paroisse de l'Immaculée-Conception, milieu de «petite bourgeoisie». Deux jésuites le secondent comme aumôniers, les pères Oscar Bélanger et Maurice Beaulieu. Guido Morel lance une troupe dans une paroisse de «milieu ouvrier», Saint-Jean-Berchmans, dont le curé est l'abbé Zénon Alary qui comptera parmi les meilleurs appuis du mouvement<sup>29</sup>.

Guido Morel qui deviendra le principal animateur du mouvement à Montréal durant deux décennies est né en 1894. Il a commencé des études classiques au collège Sainte-Marie, puis a continué à l'école normale Jacques-Cartier où il a obtenu la médaille du Prince-de-Galles décernée au meilleur étudiant de la promotion. En 1913, à l'âge de 19 ans, il se lance dans l'enseignement. Il va passer près d'un demi-siècle à l'emploi du conseil scolaire de Montréal. En 1926, il enseigne à l'école St-Jean-Berchmans<sup>30</sup>.

Le père Dugré, l'abbé Groulx et d'autres personnes qui gravitent autour du nouveau mouvement entreprennent d'adapter le scoutisme au Canada français. Dugré compose une prière collective dans laquelle les jeunes remercient Dieu «d'avoir établi dans ce Nouveau Monde un peuple de sang français, fidèle à la foi catholique» et le supplient «de (les) aider à poursuivre l'œuvre apostolique confiée aux fondateurs de la Nouvelle-France». Cette prière s'ajoute à celle répandue déjà par les Scouts de France et attribuée à saint Ignace de Loyola; elle commence par les mots «Seigneur Jésus apprenez-moi à être généreux [...]»<sup>31</sup>. Sur l'air de «Montez toujours» d'Albert Larrieu, le père Hermas Lalande compose un chant pour les Éclaireurs canadiens-français; on le chante

29. Ces débuts sont tirés de la brochure de Ménard citée plus haut (p. 39).

30. Sur Guido Morel voir Raphaël Ouimet, éd., *Biographies canadiennes-françaises*, 13 éd., 1937, p. 387, et le dossier de la troupe Saint-Jean-Berchmans (documents sur le 50<sup>e</sup> anniversaire célébré le 20 octobre 1976) conservé dans les archives des Scouts et Guides de Montréal. Émile Gervais, s.j., rend dans *Le Devoir* du 22 novembre 1979 (p. 4 et 5), un bel hommage à Philippe Morel décédé le 23 octobre précédent.

31. Les deux prières figurent aux pages 46-47 dans le manuel *Pour devenir Éclaireur canadien-français. I. Épreuves d'aspirant*, publié à Montréal en 1928 par la Fédération catholique des Éclaireurs canadiens-français (64 pages).

avec «Notre-Dame des éclaireurs» des Scouts de France<sup>32</sup>. Avec «quelques éducateurs», Groulx rédige le texte de la loi scout, adaptation libre de l'original de Baden-Powell. La nouvelle loi est publiée dans *l'Action française* d'octobre 1926<sup>33</sup>. Les dix articles sont plus diffus que ceux de la loi de Baden-Powell. Le deuxième article, par exemple, se lit comme suit: «L'Éclaireur canadien-français aime son pays, tout spécialement le Canada français. Il est fier de ses origines, fidèle au passé, confiant dans l'avenir de sa nation. Il aime sa langue et s'efforce de la bien connaître et de la parler correctement<sup>34</sup>.» Le patron des éclaireurs est saint Tharcisius, jeune martyr de l'Eucharistie aux premiers temps du christianisme et la fête annuelle est celle de Dollard le 24 mai<sup>35</sup>. Le premier manuel est publié en 1928<sup>36</sup>. La partie proprement technique (matelotage, signes de piste, secourisme, habileté manuelle, etc.) ne s'éloigne pas de ce qu'on propose dans les ouvrages scouts français, britanniques ou canadiens de l'époque du même type. L'insigne distinctif des Éclaireurs canadiens-français y paraît sous la forme de la croix de Jérusalem ou croix potencée chargée de la feuille d'érable. La croix rappelle le caractère catholique du mouvement et la feuille d'érable son enracinement canadien<sup>37</sup>. Nulle part n'ap-

32. *Pour devenir (...)*, cité, p. 52-53.

33. «À propos d'Éclaireurs», p. 220-225 (sous le pseudonyme de Jean Tavernier).

34. On observe ici une évolution analogue à celle de la France où au nom d'exigences du tempérament national, chacun récrit la loi scout, ce qui aboutit généralement à transformer en un texte diffus la loi «simple et nette» de Baden-Powell. En France comme au Canada on doit revenir à plus de concision. (Voir Van Effenterre, *op. cit.*, p. 41).

35. Rappelons que saint Georges est alors à la fois patron des scouts et des Anglais. Tharcisius qui portait l'Eucharistie, préféra se laisser massacrer plutôt que de livrer aux chiens enragés le Corps du Sauveur. Le personnage occupe une place de choix dans le célèbre roman *Fabiola* de Wiseman. Le culte de ce saint se répandit beaucoup à la fin du siècle dernier et durant le nôtre en rapport avec la dévotion au Saint-Sacrement. On le propose en modèle aux enfants, car la tradition fait de Tharcisius un enfant, ce qui n'est pas confirmé par l'histoire.

36. *Pour devenir Éclaireur canadien-français. I. Épreuves d'aspirant*, Montréal, Fédération catholique des Éclaireurs canadiens-français Inc., 1928, 64 pages. *L'imprimatur* est de septembre 1928. Le manuel s'ouvre sur un mot d'approbation du mouvement par Mgr Georges Gauthier, administrateur de l'archidiocèse de Montréal.

37. Voir les explications dans le manuel cité, p. 12-13.

paraît la fleur de lys, symbole du scoutisme international<sup>38</sup>. Le texte de la loi est allégé par rapport à celui de 1926. Le deuxième principe, par exemple, se lit comme suit: «L'Éclaireur canadien-français aime son pays, tout spécialement le Canada français<sup>39</sup>.» L'attitude à adopter envers les autres scouts est explicitée dans le commentaire de la cinquième loi: «L'Éclaireur est l'ami de tous et le frère de tous les Éclaireurs.» On y lit: «Envers les autres Éclaireurs sois plus fraternel encore (qu'envers les personnes en général). Ils ont fait la même promesse que toi; ils observent la même Loi; ils veulent former une grande famille comme jadis les Chevaliers de différents pays. Ne te mêle pas aux Éclaireurs protestants afin de garder intact ton idéal d'Éclaireur canadien-français catholique, mais prie pour eux, aime-les comme un bon chrétien, sois poli quand tu les rencontres. Sans jouir comme toi du bonheur d'appartenir à l'unique et véritable religion du Christ, les *Boy Scouts* ont un noble idéal, celui de l'honneur, du patriotisme et de la franchise. La charité te commande de les croire tous de bonne foi<sup>40</sup>.» À l'épreuve de «Civisme», on exige que le jeune puisse «donner un aperçu succinct des principales périodes de l'histoire du Canada; raconter l'exploit du Long-Sault; connaître et expliquer les emblèmes du drapeau Carillon-Sacré-Cœur, du drapeau papal et du drapeau canadien<sup>41</sup>.» Le costume d'éclaireur comporte la chemise bleue, couleur «mariale». La désignation des patrouilles s'écarte de l'usage alors répandu chez les scouts. Aux noms d'animaux, on a substitué des noms de héros de l'histoire du Canada français, tels Bourget, Bourgeois ou Brébeuf ou d'événements comme Carillon et Châteauguay.

Le 26 juin 1928, la Fédération catholique des Éclaireurs canadiens-français forte alors de cinq troupes obtient une

38. Ce symbole qui est sans rapport avec la France aurait été choisi par Baden-Powell à partir de la rose des vents sous la forme de fleur de lys qui figure sur les cartes anciennes.

39. *Op. cit.*, p. 14 (explication p. 18).

40. *Op. cit.*, p. 23.

41. *Op. cit.*, p. 41-45. Le drapeau canadien est alors le *Red Ensign*, «drapeau de la nation canadienne» (p. 45).

charte provinciale. En 1930, la Fédération compte 9 troupes, l'année suivante 16 et en juin 1932, elle en dénombre 29. En septembre 1933, la Fédération regroupe une quarantaine de troupes soit quelque 1 300 membres<sup>42</sup>. Le chef de la Fédération est alors Guido Morel et l'aumônier général en est le père jésuite Maurice Beaulieu. Georges-H. Ste-Marie est secrétaire-général, Philippe Morel occupe le poste de commissaire à la formation des chefs et à la fondation de troupes nouvelles. La Fédération des Éclaireurs publie non seulement ses propres manuels mais diffuse un mensuel pour les scouts sous le titre *Alerte!* et elle crée en 1934 une revue pour les chefs sous le titre de *Servir*<sup>43</sup>. En 1931, le jésuite Paul Bélanger a publié une brochure de seize pages faisant le point cinq ans après le lancement des Éclaireurs canadiens-français<sup>44</sup>.

Le mouvement scout s'est aussi répandu en dehors de Montréal à travers la province de Québec et chez les Canadiens français d'autres provinces. À la fin de 1932, la Fédération des Éclaireurs compte deux troupes à Saint-Hyacinthe, deux à Québec, une à Joliette et une à Sherbrooke<sup>45</sup>. À ce dernier endroit, la troupe a été fondée à la fin de 1931 par un garçon de 17 ans, Albert Poulin, qui suit un stage de formation de trois semaines auprès de la Fédération des Éclaireurs. La troupe de Sherbrooke est parrainée par celle de l'Immaculée-Conception de Montréal<sup>46</sup>. En 1935, la Fédération compte 400 éclaireurs hors de Montréal jusqu'à Saint-Boniface<sup>47</sup>. Au Manitoba, le mouvement a été lancé par l'abbé Emilien Léves-

42. Nos statistiques sont tirées de l'édition de 1933 du *Carnet scout «L'Éclair»* publié par la troupe Sainte-Catherine (120 p.). À la p. 21 on donne des statistiques de 1927 à la fin de 1932. Au début de 1935 la Fédération déclare regrouper 1 600 jeunes dont 1 200 dans le diocèse de Montréal (CRHAF, fonds Groulx, dossier Fréchette, «Notes sur le scoutisme»).

43. Nous n'avons pu retracer de collections complètes de ces périodiques dont on trouve des numéros au travers d'archives comme celles du chanoine Groulx.

44. *Le Scoutisme canadien-français*, Montréal, L'Action paroissiale, 1931, 16 p., n° 144 de la collection de l'Œuvre des Tracts. Utile sur l'esprit du mouvement à l'époque.

45. *Carnet scout l'«Éclair»* déjà cité (pour 1933).

46. Communication de Raoul Lincourt de la Fédération des Scouts du Québec à l'auteur.

47. CRHAF, fonds Groulx, dossier Fréchette, «Notes sur le scoutisme».

que, qui a fait ses études théologiques au grand séminaire de Québec où, avec son confrère Maurice Baudoux, il a entendu parler du scoutisme. Lévesque a fondé à Saint-Boniface à la fin de 1932 une troupe inspirée de la Fédération des Éclaireurs<sup>48</sup>.

Le scoutisme francophone dans les Maritimes remonte au 16 octobre 1932, alors que se fonde une troupe d'éclaireurs à Edmunston au Nouveau-Brunswick. Le docteur Albert Sormany pousse au développement du mouvement dans les diocèses d'Edmunston, de Bathurst et de Moncton. En 1936, la *Boy Scouts* organise un camp-école en français, signe qu'il y a plusieurs chefs francophones dans ses rangs. Ici comme à Ottawa, le scoutisme est pratiqué à l'intérieur des cadres de la *Boy Scouts*<sup>48a</sup>.

La Fédération catholique des Éclaireurs canadiens-français ne regroupe pas tous les pionniers du scoutisme catholique canadien-français. Sans liens avec les Montréalais, des Trifluviens lancent le mouvement chez eux en 1928 avec la création des troupes Cloutier et Laflèche. La présence d'un animateur remarquable en la personne du franciscain Vincent Bélanger, le dynamisme d'un comité d'amis du mouvement, l'appui inconditionnel des évêques Cloutier puis Comtois font vite de Trois-Rivières un foyer actif et solide de scoutisme. Les Trifluviens pratiquent un scoutisme très proche de celui de la *Boy Scouts*, en y ajoutant une forte note catholique. Dès la fin de 1928, on a créé un comité directeur diocésain où l'on trouve l'abbé Albert Tessier, Jean-Marie Bureau et Edmond Cloutier. Au même moment, l'évêque de Trois-Rivières fait du mouvement une œuvre diocésaine. À l'été de 1929 a lieu le premier camp des trois troupes trifluviennes. À partir de mai

48. Sur les débuts du scoutisme et du guidisme au Manitoba, nous avons consulté l'enregistrement d'un colloque sur ce thème tenu le 1<sup>er</sup> avril 1977 et conservé aux Archives de la Société historique de Saint-Boniface.

48a. *Vivre*. La revue des animateurs de l'Association des Scouts du Canada, vol. 4, n° 6, mai 1982, p. 7.



1933 paraît *le Scout catholique*, organe du mouvement dans le diocèse<sup>49</sup>.

À Québec, des fondations de troupes se font en ordre dispersé à partir de 1929. À l'été de 1934, il y a des troupes dans les paroisses de Notre-Dame-du-Chemin, de Saint-Cœur-de-Marie, de Saint-Dominique, des Saints-Martyrs, de Saint-Jean-Baptiste et de Notre-Dame-de-Grâce de même qu'au séminaire de Québec et au collège des Jésuites<sup>50</sup>. Certaines unités, au début du moins, s'inspirent des usages de la Fédération catholique des Éclaireurs canadiens-français. D'autres portent l'uniforme des *Boy Scouts* sur lequel ils fixent des insignes venant des Scouts de France. Par une circulaire du 31 mai 1934 publiée dans la *Semaine religieuse*, le cardinal Villeneuve établit des statuts et règlements pour son diocèse.

Jusqu'en 1935, les tentatives de rapprochement des Trifluviens avec les Montréalais de la Fédération ont échoué. Les premiers reprochent aux seconds leur militantisme nationaliste et ceux-ci jugent ceux-là trop proches de la *Boy Scouts*. On y trouve également la rivalité entre diocèses et régions. Les Trifluviens qui disposent d'un groupement solide et dynamique ne sont pas intéressés à être absorbés dans une fédération «montréalaise». Trop montréalaise apparaît aussi la Fédération des Éclaireurs aux scouts de la Vieille Capitale. De plus, les jésuites, aux yeux de bien des Québécois de Québec et d'ailleurs, jouent un rôle démesuré dans le mouvement. Enfin des

49. Au témoignage même du commissaire Wardleworth (mémoire cité, p. 2): «One troop of French Canadian boys formed in Three Rivers and did everything strictly according to our requirements.» Sur les origines du scoutisme trifluvien de 1928 à 1943 consulter l'album publié à l'occasion du quinzième anniversaire du mouvement qui contient une précieuse chronologie préparée par Eudore Bellemare (p. 4, 39 et 40). Voir aussi un beau texte de l'abbé Albert Tessier sur les cinq premières années (p. 29). Dans ses *Souvenirs en vrac* (Québec, 1975) Mgr Tessier ne souffle pas mot de cette expérience. Les archives du mouvement sont conservées au séminaire de Trois-Rivières. Sur Vincent Bélanger voir un article d'Eudore Bellemare dans le *Nouvelliste* du 19 février 1970. Sur Jean-Marie Bureau (1897-1964) voir les *Biographies françaises d'Amérique* (Montréal, 1942) et les archives du séminaire des Trois-Rivières (quelques lettres).

50. D'après les demandes de permis de camp conservées sans doute par Mgr Laflamme et aujourd'hui dans les archives de la FSQ (Fédération des Scouts du Québec, à Montréal).

Montréalais reprochent aux Québécois d'être trop proches des cadets dont certains scouts sont issus<sup>51</sup>.

À ces tensions internes s'ajoute l'épineux problème des rapports avec la *Boy Scouts* qui soutient être le seul mouvement à avoir le droit de se réclamer du scoutisme au pays. La *Boy Scouts*, comme on l'a vu plus haut, a admis de tout temps des jeunes Canadiens français dans son sein et a même accepté la formation de troupes entièrement francophones et catholiques comme à Ottawa.

#### IV. LE TRIOMPHE DU SCOUTISME

Nous avons raconté ailleurs les longues et laborieuses négociations avec la *Boy Scouts* entre 1928 et 1935 qui aboutissent à un accord paraphé par Baden-Powell lui-même consacrant la création d'un scoutisme catholique et canadien-français à l'intérieur de la province de Québec. Menées sans grand désir d'entente par la Fédération des Éclaireurs, les négociations sont prises en main à partir de 1933 par le cardinal Villeneuve, gagné à la cause du mouvement, désireux de regrouper toutes les forces canadiennes-françaises et catholiques et en même temps d'assurer la reconnaissance canadienne et partant internationale au mouvement<sup>52</sup>. Le cardinal veut aussi sans doute garder le mouvement des tendances

51. Perception des gens de l'époque rapportée à l'auteur par des témoins, les abbés Alfred Simard et Ambroise Lafortune, et Paul-André Fournier qui ont connu le mouvement dans les années 1930. Sur Ambroise Lafortune qui a été chef du quartier général de la Fédération des Scouts catholiques de la province de Québec en 1944, voir une entrevue dans *Vivre*, revue des animateurs des Scouts du Canada, vol. 4, n° 2, novembre 1981, p. 8 à 10.

52. «Affrontement de nationalismes aux origines du scoutisme canadien-français», dans *Mémoires de la Société royale du Canada*, quatrième série, tome XVII, 1979, p. 42 à 56. La crainte de l'internationalisme continue de hanter certains esprits. Au deuxième congrès de la Langue française au Canada en 1937, Louis-Philippe Roy lance aux scouts un avertissement: «Le scoutisme a l'avantage certain et l'indiscutable inconvénient d'être international. C'est un puissant instrument de formation. Pour peu que les dirigeants fassent attention de ne pas laisser fausser ou s'anémier le patriotisme de nos jeunes dans un internationalisme neutre, les scouts deviendront des citoyens précieux pour la patrie canadienne, car ils seront fiers de leur catholicisme, amants de notre féconde nature, riches d'un caractère viril et bien trempé» (*Deuxième congrès (...), Mémoires*, Québec, 1937, t. 3, p. 413).

nationalistes à la montréalaise. C'est durant l'année 1934 que Villeneuve pose des gestes décisifs qui entraînent le déblocage. Le 5 mars, il adresse aux évêques de la province de Québec une lettre dans laquelle il résume la position commune arrêtée lors de la dernière réunion de l'épiscopat: il faut éviter de multiplier les formes de scoutisme et il faut organiser le mouvement sur des bases catholiques et non «raciales». Le 31 octobre, Villeneuve annonce la création imminente d'une fédération et au début de décembre, convoque une réunion à Québec qui jettera les bases de la Fédération des Scouts catholiques de la province de Québec. La *Boy Scouts* négocie avec la nouvelle Fédération et un accord est signé le 13 avril 1935<sup>52a</sup>.

Aux termes de l'accord, la Fédération des Scouts catholiques de la province de Québec est un organisme autonome qui a l'autorité nécessaire pour nommer ses propres dirigeants à tous les niveaux, les former suivant la méthode du scoutisme international, publier ses propres manuels techniques et autres ouvrages et administrer ses propres fonds<sup>53</sup>. *Boy Scouts* et Fédération sont tous deux unis sous le chef-scout du Canada qui est le gouverneur général et sous le Conseil général canadien du scoutisme. Cet arrangement n'a pas été acquis sans peine. Des dirigeants québécois de la *Boy Scouts* s'y sont opposés avec la dernière énergie. Des dirigeants de la Fédération des Éclaireurs ont estimé que le cardinal avait trahi la cause nationale. Le chanoine Groulx leur fait écho dans ses

52a. Les archives de l'archevêché de Québec étant fermées à la consultation, nous avons tiré ces renseignements de lettres à Mgr Comtois des Trois-Rivières conservées dans le fonds «Scoutisme» du séminaire des Trois-Rivières (lettres du 5 mars, du 31 octobre et du 6 décembre).

53. On remarquera que la nouvelle Fédération est limitée à la province de Québec. Mgr Baudoux soutient dans une lettre de 1960 conservée dans les archives de la FSQ que Villeneuve s'était d'abord engagé à créer une Fédération pour tous les Canadiens français. En 1935, Villeneuve fait expliquer à l'abbé Hébert d'Ottawa qu'il faut créer vite la Fédération et qu'on ne peut attendre l'adhésion de tous les évêques du Canada. Dès 1945, les scouts d'Ottawa demandent le rattachement à la Fédération après qu'on leur eût refusé un statut particulier. Le problème ne sera résolu définitivement qu'en 1972 avec la création de l'Association des Scouts du Canada ouverte aux Canadiens français de l'ensemble du pays. (La flamme à Hébert, Québec, 18 janvier 1935, lettre conservée au district des Scouts d'Ottawa.)

*Mémoires*<sup>54</sup>. Certains traits de l'organisation interne pourraient certes heurter des sentiments nationalistes. Règles et règlements sont calqués avec quelques modifications sur ceux des Scouts de France. Le texte de la promesse mentionne expressément «le Roi et le Canada», tandis que le deuxième principe se lit: «Le Scout est fils du Canada et bon citoyen.» Le patron de la Fédération est saint Georges et on rappelle que les couleurs nationales sont le drapeau du Canada, «actuellement l'*Union Jack*.»

Conformément aux structures décrites dans l'accord, la Fédération des Scouts catholiques de la province de Québec se donne un «Conseil provincial composé de l'aumônier-général et des aumôniers diocésains ainsi que du commissaire provincial et des commissaires diocésains». Le premier aumônier-général est Mgr Laflamme qui a mené les négociations avec la *Boy Scouts*. Frappé par la maladie, il se fait aider par un assistant aumônier-général adjoint, le franciscain Alcantara Dion, qui va jouer un rôle important dans l'évolution du guidisme et du scoutisme catholique au Canada français. Le commissaire provincial élu à l'unanimité est Jean-Marie Bureau, avocat de Trois-Rivières. Bureau qui a fait preuve d'un grand dévouement à la tête des Scouts de Trois-Rivières va se mettre avec la même ardeur à l'organisation de la nouvelle Fédération. Le Conseil est présidé par le major Vincent Curmi de Québec. Le Dr René Desaulniers de Montréal et l'abbé Léon Paulhus de Saint-Hyacinthe en sont les vice-présidents. L'abbé Alfred

54. Il y fustige l'accord qui a consisté à nous faire «paraître le moins possible canadiens-français et catholiques» (tome 1, p. 325). Pour lui, «l'intégration n'offrait aucun intérêt financier, nul autre avantage que d'arborer désormais l'*Union Jack* et d'accepter le costume kaki» (tome 4, p. 21). Et le chanoine de blâmer le cardinal Villeneuve qui, selon lui, vire déjà à «l'impérialisme», annonçant son attitude durant la Guerre. En 1949 le chanoine acceptera d'aller parler aux Scouts de Montréal. «En dépit de mauvais souvenirs sur l'orientation de cette œuvre de jeunesse, je raconte en quelles circonstances j'en vins à préparer la fondation de cette œuvre au Canada français et j'essaie de tracer à ces jeunes gens un programme d'action» (tome 1, p. 22-23). Le discours est reproduit dans *Servir. Revue scoutie catholique d'éducation et de culture*, 11<sup>e</sup> année, n° 76, avril 1949, p. 162-172 sous le titre «L'Éducation, premier de nos problèmes». L'occasion en est la clôture de la Semaine scoutie de Montréal. Groulx a toujours estimé la méthode scoutie comme en témoigne sa lettre du 17 juillet 1937 au dominicain Albert Saint-Pierre (CRHAF).

Simard de Québec remplit la fonction de secrétaire-trésorier. Les autres postes du Conseil sont occupés par les aumôniers et commissaires diocésains des sept diocèses constituant la province soit Québec, Montréal, Trois-Rivières, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke, Joliette et Saint-Jean<sup>55</sup>.

Un diocèse au moins a refusé de s'agréger à la Fédération: Valleyfield, qui possède un groupement inspiré du scoutisme sous le nom de «Voltigeurs». Les Voltigeurs de Salaberry arborent l'insigne de la fleur de lys «qui représente la France» et la devise «prêt» qui est celle «des Voltigeurs»; ils portent la blouse blanche, la culotte bleue, le foulard bleu et blanc. Leurs patrons sont la Vierge de Lourdes et saint Tharcisius. Leurs drapeaux sont le drapeau papal, celui de Carillon-Sacré-Cœur et celui des Voltigeurs. Leur patrie, «c'est le Canada tout entier, mais avant tout le Canada français». Fondé par l'abbé Henri Cloutier à l'inspiration de Mgr J.-Alfred Langlois, le mouvement qui a une charte provinciale est dirigé par les prêtres et les séminaristes. L'intégration à la Fédération viendra en 1940 grâce à une décision du vicaire-général, Mgr Paul-Émile Léger, en l'absence de l'évêque, Mgr Langlois, qui a toujours refusé l'affiliation<sup>55a</sup>.

À sa réunion de la fin de janvier 1936, le Conseil provincial a approuvé les statuts et règlements de la nouvelle Fédération; ils régiront l'organisme pendant près de deux décennies<sup>56</sup>. On y retrouve l'esprit et la lettre de l'entente du 19 avril 1935. Il est bien entendu que le scoutisme catholique canadien-français est limité à la province de Québec. La ségrégation des scouts et des guides y est nettement affirmée. Les aumôniers à tous les niveaux disposent d'un droit de veto sur

55. La première réunion du Conseil provincial a lieu au presbytère de Notre-Dame de Québec le 30 avril 1935. Les procès-verbaux des réunions du Conseil provincial sont conservés dans les archives de la FSQ à Montréal de même que quelques lettres de Laflamme.

55a. *Le Livre des Voltigeurs de Salaberry*, Salaberry de Valleyfield, 1935, 128 p., *nihil obstat* du 26 octobre 1934. Sur l'action de Mgr Léger, témoignage de Paul McNicoll d'Ottawa à l'auteur.

56. En 1954 la Fédération publie de nouveaux statuts et règlements dont l'esprit diffère peu de ceux de 1936.

toute décision pour des raisons d'ordre moral. La nomination des commissaires provinciaux et diocésains doit être approuvée par l'autorité religieuse. «Le programme et la méthode d'enseignement peuvent subir des modifications de détail (mais pas quant aux principes fondamentaux) pour s'adapter à la culture et à la mentalité des Canadiens français» (p. 23). À titre temporaire, on utilisera insignes et manuels des Scouts de France. Quatre couleurs de chemises sont autorisées dont le bleu des ci-devant Éclaireurs canadiens-français<sup>57</sup>. Le patron de la Fédération est saint Georges. Le texte de la promesse inclut la phrase «Dieu, l'Église, le Roi et le Canada», et la deuxième loi exige que le scout soit «Loyal à son Roi, (et) à son pays».

Le 12 novembre 1936, la Fédération obtient sa loi provinciale d'incorporation<sup>58</sup>. Son caractère exclusivement provincial prive l'association d'une subvention fédérale comme celle que reçoit la *Boy Scouts*. Par contre, elle reçoit des subsides du gouvernement du Québec<sup>59</sup>.

L'accord de 1935 et la charte de 1936 marquent pour la nouvelle Fédération le début d'un essor et d'une période de consolidation. Le mouvement continue de se répandre à travers paroisses et collèges classiques des diocèses du Québec. Le rayonnement du mouvement est révélé au public lors du jamboree de la Fédération à l'île Sainte-Hélène, en face de Montréal, du 28 au 30 août 1937. Trente mille visiteurs pas-

57. À partir de 1945 (voir les procès-verbaux du Conseil provincial, FSQ), on n'utilise plus que la couleur kaki et on accepte la couleur bleu «pour des raisons historiques» là où elle existe.

58. Cette loi, amendée le 17 mai 1937, est celle qui régit actuellement la Fédération des Scouts du Québec, une de quatre régions de l'Association des Scouts du Canada. Le 31 décembre 1936, la Fédération des Éclaireurs canadiens-français cède à la nouvelle Fédération ses droits sur l'insigne scout, droits enregistrés à Ottawa (FSQ, cession-transport devant Me Roch Brunet). L'Association des Scouts du Canada possède une charte fédérale de 1969. La *Boy Scouts of Canada* et l'Association existent légalement et séparément et sont affiliées l'une à l'autre.

59. Trois mille dollars suivant les comptes publics de 1941-1942 devenus dix mille dollars en 1948-1949 suivant la même source. En 1929, la *Boy Scouts* recevait 15 000 \$ par an du gouvernement fédéral d'après un mémoire de 1933 de Maurice Beaulieu conservé dans le dossier Fréchette du fonds Groulx (CRHAF).

sent voir les quelque mille cinq cents scouts venus des quatre coins du Québec. Le cardinal Villeneuve, artisan de l'accord de 1935, et Mgr Laflamme, l'aumônier général, y font une apparition remarquée. Toutes les unités y arborent l'*Union Jack*. On y trouve deux troupes francophones venues de Lewiston, Maine, et de Manchester, New Hampshire. Le major Pinard d'Ottawa, délégué de la *Boy Scouts* au jamboree, écrit dans son rapport: l'expérience «moved me deeply and made me feel that my eyes were witnessing the birth of a new age among French Canadian boys<sup>60</sup>».

La Fédération s'attaque au problème de la formation des chefs et des aumôniers. Lors de son passage, Baden-Powell avait rappelé l'importance de ce point au chef de la Fédération<sup>61</sup>. À l'usage des chefs paraît à partir de 1938 la revue *Servir*, qui portera en sous-titre «Revue scoute catholique d'éducation et de culture». Des camps-écoles fédéraux sont organisés à partir de 1937. Du 17 au 29 juillet de cette année Henry Dhavernas des Scouts de France dirige le camp de Saint-Jacques-des-Piles. Dhavernas répétera l'expérience l'année suivante<sup>62</sup>. C'est le début de la troupe Dollard, troupe fédérale de formation des chefs. En 1938 et 1939, l'abbé Albert Lamy, breveté de Gilwell Park et spécialiste du louvetisme, vient animer deux camps-écoles<sup>63</sup>. En 1942 a lieu la première Radisson, second camp-école pour former des chefs. En trois ans 93 jeunes chefs y passent. Camps Dollard et Radisson se poursuivent jusque dans les années 1960. À la fin de

60. Arthur-A. Pinard à John A. Stiles, Ottawa, 22 septembre 1937.

61. Lettre datée de Spencerwood, le 30 mai 1935, au major Curmi, citée dans *Les amis du Signe de Piste. Revue mensuelle du scout et de la jeunesse* (Repentigny, Québec, avril 1979, n° 39, p. 4).

62. Inspecteur des finances et éducateur de renom, Henry Dhavernas dirigera Les Compagnons de France jusqu'à l'automne de 1941 (Robert O. Paxton, *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, 1973, p. 162). Dhavernas a fourni un rapport détaillé sur ce camp que nous n'avons pu retrouver. Les procès-verbaux de la Fédération rapportent qu'il s'y plaint du jeune âge des candidats et de leur manque de préparation technique.

63. Sur Lamy, voir Fernand Porter, *Guides en éducation*, Montréal, 1954, p. 271-272. Lamy publie chez Casterman en 1947 *Pistes dans la Jungle*, exposé de la méthode du louvetisme suivi d'un «Essai d'interprétation catholique» des fondements du louvetisme. Cet

1936, *Le Scout catholique*, tiré à 3 000 exemplaires, est devenu la revue des jeunes de la Fédération.

Suivant l'accord de 1935, la Fédération s'est engagée à se doter de manuels propres approuvés par le Conseil canadien. Dans l'intervalle elle utilise ceux de l'ex-Fédération des Éclaireurs ou ceux des Scouts de France<sup>64</sup>. Le manuel de l'aspirant ne paraît qu'en 1939; celui de deuxième classe, qu'à la fin de 1941<sup>65</sup>. Enfin, celui de première classe voit le jour trois ans plus tard<sup>66</sup>. Ces manuels serviront dans l'ensemble du Québec jusqu'au milieu des années 1950<sup>67</sup>.

À partir de 1939 ont lieu les journées fédérales qui groupent chaque année au début de septembre les chefs de la Fédération et constituent de véritables journées d'études. Le thème de la première tenue à Duchesnay, près de Québec, est «Le caractère». L'année suivante, Montréal reçoit les chefs qui étudient «Nos garçons». En 1941, à Nicolet, on se penche sur les exigences du «chef-scout». La rencontre de 1942 a lieu à Saint-Hyacinthe autour du thème «Le Scoutisme catholique dans la cité». La sixième rencontre à Sherbrooke, en 1944, voit les dirigeants se pencher sur les raisons de faire du scoutisme catholique en pays canadien<sup>68</sup>.

Le mouvement profite de l'appui des plus hautes autorités religieuses et civiles du Québec. Le cardinal Villeneuve,

---

ouvrage classique chez les louvetiers reprend le contenu des cours de 1938 et 1939.

64. Ainsi, à Montréal, on continue d'utiliser les manuels de la Fédération des Éclaireurs comme en fait foi le manuel publié à Montréal en 1937 *Pour devenir scout catholique. Épreuves d'aspirant et de deuxième classe* (s.l.), 146 p. et dont le *nilhil obstat* est de 1932 (bibliothèque, Scouts et Guides de Montréal).

65. *Pour mieux jouer le Grand Jeu. Épreuves de deuxième classe*, Montréal, la Fédération des Scouts catholiques de la province de Québec, 1941, 144 p.

66. *Première classe (...) Première édition* (copyright 1944), 164 p. Le premier manuel des badges de spécialités a paru en 1943: *Veux-tu des badges?*

67. Cette année-là paraît *Cibles*, manuel des techniques scouties promis à un grand succès jusqu'au début des années 1970 alors qu'il est emporté par les bouleversements de la méthode et des techniques scouties. (La Fédération des Scouts catholiques, Canada, Montréal, 1955, 447 p.)

68. Les comptes rendus de toutes ces rencontres ont été publiés sous forme de brochures par les Éditions «Servir», maison d'édition de la Fédération.



que la Fédération a créé «chef-scout<sup>69</sup>», fait des interventions de poids en faveur du mouvement. C'est ainsi que le 11 novembre 1938 au Cercle universitaire de Montréal, il prononce une causerie historique dans laquelle il défend le scoutisme tel que pratiqué dans la Fédération. Ce scoutisme est authentique, c'est-à-dire fidèle à la méthode Baden-Powell; il est intégralement catholique et il est «conforme à notre caractère ethnique», soutient le cardinal. Pour dissiper sans doute des préventions durables, le prélat défend encore le scoutisme de l'accusation de naturalisme<sup>70</sup>.

D'excellentes relations s'établissent avec les dirigeants du gouvernement de la province de Québec. Député de Trois-Rivières, foyer actif de scoutisme, Maurice Duplessis, premier ministre de 1936 à 1939 et de 1944 à 1959, marque volontiers son estime pour les scouts. Taschereau n'est pas en reste et tous deux ne ménagent pas leurs éloges du scoutisme jusqu'en Chambre. Le trésor provincial accorde une subvention annuelle à la Fédération pour aider à subvenir à ses frais généraux. Le conseiller législatif Olier Renaud, un des hommes les plus proches du premier ministre, sera pendant quelques années président du Conseil d'administration de la Fédération. Un homme politique comme Paul Gouin découvre le scoutisme en 1933 grâce à Jean-Marie Bureau. Il prononce en octobre de la même année, à Trois-Rivières, une éloquente causerie sur les bienfaits du mouvement; elle sera largement distribuée sous forme de brochure, puis dans son recueil de discours *Servir I. La cause nationale* (Montréal, 1938). Il y insiste sur le rôle du scoutisme école de chef, éducation au

69. En 1951 la Fédération propose plus modestement que Mgr Roy, archevêque de Québec et successeur de Villeneuve, soit «grand aumônier». (Procès-verbal du Conseil provincial, 5 octobre 1951, FSQ.)

70. Discours plusieurs fois reproduit, entre autres, dans *Servir*, mars 1947, p. 103-113. Ce numéro est un hommage à la mémoire de Villeneuve qui vient de mourir. Le cardinal Villeneuve publie un extrait de ce discours dans un numéro de la *Revue dominicaine* consacré au scoutisme et repris en volume en 1938 sous le titre *Le Vrai Visage du scoutisme*. Tout le livre est à lire pour mieux comprendre les problèmes et les projets du mouvement en ce temps-là. Le naturalisme était invoqué par ceux qui banissaient la coutume des «totems» et préconisaient des noms de héros de notre histoire plutôt que d'animaux pour les patrouilles.

concret, lieu d'apprentissage du sens social et du sens catholique. Gouin resta un des fidèles appuis du mouvement<sup>70a</sup>.

Nous avons vu que les scouts d'ici et leurs dirigeants peuvent profiter de la littérature scoute (manuels, livres de technique et ouvrages de méthode) des Scouts de France et de Belgique, sans compter les ouvrages en anglais du Canada et de la Grande-Bretagne. Ils ont aussi l'occasion de rencontrer des scouts français de passage. Dès 1931, les Petits Chanteurs de la Croix de bois de Paris organisés à la scoute ont fait un passage remarqué à Québec et à Ottawa<sup>71</sup>. Au début d'avril 1934, le dominicain français Forestier, directeur de la *Revue des Jeunes*, donne des conférences sur le scoutisme au Québec<sup>72</sup>. En août-septembre 1934, vingt chefs et routiers font partie de la Mission qui représente la France aux fêtes du IV<sup>e</sup> Centenaire de la découverte du Canada<sup>73</sup>. Les Canadiens français se rendent aussi étudier le mouvement dans «les vieux pays», tel le dominicain Labonté qui, à la fin de 1936, visite dix fédérations scoutées et rencontre le chef-scout du monde et le pape<sup>74</sup>.

Fort de tous ces appuis, le scoutisme devient un mouvement recherché. Être scout fait chic non seulement moralement mais extérieurement à une époque qui aime l'uniforme. La grande presse et les magazines rappellent volontiers par l'image que les princes et les princesses font partie du mouve-

70a. *Servir I. La cause nationale* (Montréal, 1938). Voir aussi les papiers Paul Gouin aux Archives publiques du Canada et en particulier la correspondance avec Jean-Marie Bureau.

71. *Le Soleil*, 1<sup>er</sup> octobre 1931; *Le Droit*, 17 octobre 1931. Les «Petits Chanteurs célestiens» d'Ottawa organisés par Joseph Beaulieu et qui forment une troupe scoute l'ont été à l'imitation de la Manécanterie française. Les «Petits Chanteurs» parcourent le Québec et l'Ontario pendant plusieurs années.

72. *ASQ, Journal du Séminaire*, vol. XII, p. 477 (2 avril 1934).

73. L'abbé Pierre Ramondot, assistant de l'aumônier-général des Scouts de France en a laissé un récit circonstancié et enthousiaste dans *Le Chef* (Paris), 13<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 117, 15 novembre 1934 et n<sup>o</sup> 118, 15 décembre 1934, p. 533 à 545 et 637 à 646. Les scouts français rencontrent des scouts à Québec, Trois-Rivières et Montréal.

74. *Le Nouvelliste*, 12 décembre 1936. Dans le *Canada français* de mai 1935, le dominicain a publié un article «Pie XI et Baden-Powell» où, en mettant en parallèle les principes de Baden-Powell et ceux de l'encyclique *Divini illius magistri*, il déclare qu'en suivant Baden-Powell on ne s'écarte pas du pape. L'article sera reproduit dans *Mes fiches* deux ans plus tard.

ment. Sans remonter au tsarévitch en 1917, on reproduit souvent les jeunes de la famille royale britannique en uniforme. Lors de l'assassinat du roi Alexandre de Yougoslavie à Marseille, la presse souligne que son fils, l'héritier du trône, vient de faire sa promesse scoute. L'héritier présomptif de Roumanie fait aussi partie du mouvement<sup>75</sup>.

La fin des années 1930 et les années 1940 voient le mouvement accroître sa respectabilité. La *Revue des Deux Mondes* de Paris du 1<sup>er</sup> août 1938 publie un «Essai sur le scoutisme» célébrant Baden-Powell qui «a réalisé ce miracle de faire surgir une légion universelle en exaltant dans chacune de ses divisions, l'amour de la patrie». Le périodique *Mes fiches* de Montréal résume l'article dans son numéro du 15 octobre 1939. Des thèses de doctorat sur la méthode scoute sont soutenues à la Sorbonne, à Columbia University et dans les universités romaines. À Laval, Simone Paré défend à l'École de Service social des thèses intitulées: «Service social de groupe et guidisme» (1945, 159 p.) et «Expériences de formation de chefs» (1947, 113 p.). Robert Hamel y présentera en 1947 «Une année scoute» qui constitue une précieuse monographie décrivant l'expérience de douze mois en 1941-1942 dans une troupe-type de la ville de Québec. En 1951, Gaston Fiset prépare à l'École de pédagogie un «Mémoire sur le louvetisme» (65 p.). La revue *l'Enseignement secondaire au Canada* évoque favorablement à l'occasion le mouvement, tandis que *l'École canadienne* de Montréal, puis *Collège et famille*, lancé par les jésuites en 1945, vantent et expliquent abondamment le scoutisme.

Un des maîtres de l'art dramatique en France à l'époque, Léon Chancerel, publie en 1939 son *Manuel d'art dramatique scout*; il prône l'économie des moyens et la stylisation et fait de l'art dramatique jeu et service. *Mes fiches* fait écho au livre dans le numéro du 1<sup>er</sup> mai 1940.

---

75. Les archives du séminaire des Trois-Rivières renferment dans le fonds «Scoutisme» un spicilège rempli de coupures des années 1930 et 1940 fort utiles pour recréer cette atmosphère.

Le scoutisme triomphant se donne des ancêtres jusqu'à l'Antiquité. Perses, Athéniens, Spartiates, Romains, chevaliers, pèlerins et jongleurs médiévaux, humanistes comme Montaigne et Rabelais, Jésuites, puis Frères des Écoles chrétiennes du Grand Siècle, réformateurs tels Rousseau, Pestalozzi et Fröbel sont mis au rang de précurseurs du scoutisme<sup>76</sup>.

À la mort de Baden-Powell, le jésuite Paul Beaulieu lui rend un hommage vibrant dans *Relations* de février 1941 sous le titre «Un grand humaniste: lord Baden-Powell». «Bien que Baden-Powell ne puisse pas être accepté comme un chef complet par les jeunesses catholiques, admet le jésuite, il lui [sic] aura cependant rendu un immense service en lui [sic] réapprenant plusieurs notions qu'elles avaient oubliées», comme le sens international, l'auto-formation et le plein air. La même année, le franciscain Adrien Malo publie à Montréal une brochure de 80 pages sur *L'Oeuvre géniale de Baden-Powell*. Le 28 février 1943 a lieu aux Trois-Rivières un banquet en l'honneur de Mgr Comtois, l'évêque du diocèse. Esdras Minville, directeur de l'École des Hautes Études de Montréal, y traite du sujet: «Le Scoutisme et notre problème national». L'éloge du mouvement vient d'un des intellectuels les plus écoutés du temps<sup>77</sup>. L'année précédente, Edmond Turcotte, longtemps l'âme du journal *le Canada*, dans ses *Réflexions sur l'avenir des Canadiens français* publiées à Montréal, s'est lancé dans un éloge sans réserve du scoutisme pour «tous les garçons et filles de chez nous» comme moyen de développer «l'esprit de camaraderie, de loyauté et d'entraide — de tout ce qui fait l'esprit de corps, source originelle de l'esprit civique dont nous avons tant besoin» (p. 54). À l'instar de la France et de la Belgique, pour ne citer que deux pays, toute une littérature d'imagination scoute fleurit de la fin des années 1930 aux

76. Guy Boulizon dans le *Bulletin des études françaises*, résumé dans *Mes fiches* du 20 décembre 1943.

77. Publié en brochure aux Éditions Servir, Montréal, 1943, 26 p.

années 1960, dont les auteurs se nomment A. Saint-Pierre, Ambroise Lafortune, Robert Hamel, Guy Boulizon<sup>78</sup>...

De temps immémorial, les éducateurs proposent des modèles aux jeunes. Les jésuites célèbrent les figures de Louis de Gonzague et de Jean Berchmans. Le culte de saint Tharcisus est associé à la communion des enfants mise en honneur par Pie X. Gérard Majella, Stanislas Kotska et Dominique Savio sont d'autres jeunes proposés à l'imitation dans tout le monde catholique. Pier Giorgio Frassati (1901-1925), membre de *Pax Romana*, deviendra un modèle de l'étudiant chrétien dans les années 1930 et suivantes. Ses *Testimonianze* sont traduites en 15 langues et plusieurs biographies paraissent de lui. Les scouts ne sont pas de reste dans cette forme d'émulation. La figure de Guy de Larigaudie, scout-routier, auteur de *best-sellers* dans les années 1930 sur ses randonnées américaines, asiatiques, océaniques et mort au champ d'honneur, domine le paysage. Les écrits de Larigaudie, tant par leur spiritualité accordée au mouvement scout que par leur esprit d'aventure, constituent les livres de chevet de bien des scouts des années 1940 et 1950. En 1946, la maison Fides de Montréal a publié *Guy de Larigaudie dans ses plus beaux textes* dans sa «collection du Message français», en compagnie des Georges Duhamel, des Péguy et des Claudel.

### V. QUELQUES TRAITS DU MOUVEMENT

À l'aube des années 1940, le mouvement possède ses caractères qu'il va conserver à peu près intégralement pendant près de trois décennies, soit jusqu'à la fin des années 1960<sup>79</sup>.

78. La maison Fides a réédité en 1980 *Alexandre et les prisonniers des cavernes* de Guy Boulizon. Cette littérature, tant en France qu'au Canada français, est trop ignorée. Bibliographie dans Louise Lemieux, *Pleins feux sur la littérature de jeunesse au Canada français* (Montréal, 1972).

79. Sur l'esprit du scoutisme durant cette période on consultera «Le scoutisme français, une expérience pédagogique parallèle», dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome XVIII, janvier-mars 1981, p. 118 à 131, par Christian Guérin. Fondée sur des sources livresques, l'étude fait état d'intentions plus que de réalisations.

La croissance du scoutisme est relativement lente si on la compare aux mouvements d'Action catholique ou aux groupements aux structures plus lâches comme l'Oeuvre des Terrains de jeux. Des quinze cents scouts environ qu'elle compte en 1935, la Fédération passe à près de cinq mille en 1945 malgré la guerre qui la prive de chefs. Dix ans plus tard il y a près de 14 000 scouts dans la Fédération. Les effectifs doublent de nouveau dans la décennie qui va de 1955 à 1965. En 1966 le mouvement comptera près de 27 000 membres. On ne saurait parler de mouvement de masse même s'il s'adresse à tous les jeunes.

Qu'est-ce qui attire en ces années les jeunes au mouvement? Et, question liée à la première, qu'est-ce qui pousse les parents à envoyer leurs enfants «aux scouts». S'il est difficile de dire pourquoi on y vient, on peut dire qu'on y reste, et c'est ce qui compte, attiré avant tout par la camaraderie, l'esprit d'équipe, le goût du plein air, celui de l'uniforme et, par-dessus tout, le camp d'été. Dans un monde où l'école reste marquée par le conformisme et l'uniformisation, le scoutisme représente une rare forme d'évasion et une chance d'autonomie<sup>80</sup>. Dans les collèges, il n'est pas rare que le scoutisme soit le champ clos de la revanche des «mauvais» élèves sur les «bons». Quitter sa famille et aller découvrir la nature «sauvage» de jour et de nuit, participer aux «grands jeux» impensables dans les cours d'écoles ou les rues des villes, cuisiner en plein air, hiver comme été, veiller autour des feux de camp où le romantisme fait bon ménage avec la clownerie retient plus d'un jeune et en attire beaucoup.

Les dirigeants et les sympatisants se plaisent à expliquer le succès du mouvement par la vertu de sa méthode. Méthode fixée dans ses grandes lignes très tôt dans les ouvrages de

80. Sur le rôle compensateur du mouvement qui permet de développer des facultés que répriment la vie scolaire ou professionnelle, voir de bonnes observations dans Claude Dufrasne, éd., *Aspects de la jeunesse*, Paris, 1967, p. 304. Dans les années 1930, on défend aussi le scoutisme comme un contrepois qui insiste sur la formation individuelle contre la formation collective de l'école. (Voir par exemple l'article du dominicain Ceslas Forest dans la *Revue dominicaine* de novembre 1938.)

Baden-Powell, le scoutisme prend essentiellement en compte le monde de l'enfant et de l'adolescent dans toutes ses aspirations y compris l'imaginaire. La vie d'équipe dans le groupe de pairs qui possède ses rites comme celui de la totémisation éduque à la vie en commun et à l'entraide. Le jeune se forme par des réalisations (réunions en ville et excursions couronnées du camp d'été) et selon une progression depuis la promesse, jusqu'au stade de Scout du Roi en passant par les épreuves d'aspirant, de seconde et de première classe et les badges ou épreuves de capacité dans des domaines optionnels. La loi scout est la loi du groupe et le code que le jeune s'engage à observer partout. Ces traits de méthode et de morale fixés assez tôt par le fondateur se retrouvent en substance dans les premiers essais du mouvement au Canada français.

Qui vient au mouvement tant comme chef ou bénévole d'administration que comme jeunes? En Grande-Bretagne et au Canada anglais, le mouvement né autour de la Première Guerre mondiale attire bien des militaires soucieux d'éducation. Baden-Powell vient des milieux de l'armée et il peut compter beaucoup sur son réseau d'amis. Lui-même n'aura de cesse de bien marquer les limites entre son mouvement et celui des cadets et autres groupes du genre. Le refus de toute initiation aux armes et une discipline plus intériorisée marque extérieurement les différences fondamentales. Par contre, l'uniforme quasi militaire des scouts engendre quelque confusion chez le profane.

Au Canada français le recrutement des chefs se fait essentiellement parmi les civils. Instituteurs comme les frères Morel de Montréal, étudiants d'université et des dernières années du cours classique, commis, et petits fonctionnaires se retrouvent le plus souvent dans le mouvement avec quelques ouvriers<sup>81</sup>.

---

81. La thèse intéressante de John Springhall, *Youth, Empire and Society. British Youth Movements, 1883-1940* (London, p. 126): «Youth movements were a form of recreation enjoyed by the upper-working-class and the lower-middle-class taking place largely under the supervision of the middle-class, who used them as a means for accustoming the membership to accept and to find a place within an evolving urban-industrial society», se révèle trop rigide pour expliquer la situation du scoutisme québécois.

Le recrutement des cadres dans ces milieux variés crée une atmosphère de gens pratiques qui se targuent parfois d'anti-intellectualisme. Rien de comparable au climat du jécisme où l'intellectualisme le dispute souvent au mysticisme. Les hauts dirigeants du mouvement rappelle de temps en temps l'importance de ce qu'on appelle dans le temps «la culture générale», c'est-à-dire le souci tout court de ce qui se passe dans le monde en dehors du grand jeu scout. La revue *Servir* à l'adresse des chefs et des routiers porte en sous-titre «Revue scout catholique d'éducation et de culture». Pour beaucoup de jeunes des années 1940 et 1950, le scoutisme est l'occasion de découvrir ou de raffermir une vocation de travailleur social ou d'éducateur<sup>82</sup>.

Le scoutisme a beau se dire méthode universelle d'éducation, il ne touche pas d'immenses secteurs de la jeunesse. Jamais il ne sera un mouvement de masse. Dans les années 1930, le fondateur est ébloui de voir ce que les dictatures totalitaires réussissent en la matière en particulier Mussolini avec ses *Balillas*<sup>83</sup>. Mais la manipulation de la jeunesse par les États totalitaires amène les dirigeants scouts à préférer l'indépendance et la marginalité<sup>84</sup>.

Le scoutisme touche essentiellement des jeunes urbains. Dans un diocèse comme Québec, par exemple, les huit premières troupes se fondent en ville. Cinq sont situées à la Haute-Ville dans des paroisses qui possèdent des populations mixtes de petits fonctionnaires et d'employés dans les services, dans des paroisses disposant d'une solide capacité d'organisation

82. Comme l'attestent les travaux universitaires de cette époque cités plus haut et souvent dus à des scouts ou à des guides.

83. Ces sentiments de Baden-Powell ont été exprimés dans la revue *The Scouter* repris par Adams, *Edwardian Portraits* (Londres, 1957), p. 145: «in effect it (the *Balillas*) means the application of Scouting to the ordinary scholastic curriculum.» L'idée de conjuguer scoutisme et programme scolaire fascine plus d'un éducateur à l'époque. Les biographies semi-officielles du *Chief* n'y font pas allusion, insistant plutôt sur les distances qu'il prend plus tard vis-à-vis des dictatures...

84. Sous Vichy, on évoque beaucoup l'idée d'un mouvement de jeunesse unique. Les Scouts de France sont de ceux qui refusent.



et des étudiants qui peuvent servir de cadres au mouvement<sup>85</sup>. Deux autres troupes sont des troupes de collège (séminaire de Québec et collège des Jésuites)<sup>86</sup>. La dernière est fondée dans le quartier ouvrier de Saint-Sauveur et ne durera guère. Il faut attendre le moment de grande expansion du mouvement, dans les années 1950, pour voir celui-ci s'étendre dans les quartiers plus populaires comme Saint-Roch et Saint-Sauveur de même que les banlieues. Cette implantation ne veut pas dire que le mouvement est réservé à des couches socio-économiques favorisées. Des trésors d'ingéniosité sont déployés pour accumuler des fonds pour aider le scout dont les parents n'ont pas les moyens de payer l'uniforme ou la pension du camp qui s'élève à une trentaine de dollars pour quinze jours de camp à la fin des années 1950. Tous les anciens scouts interrogés s'accordent à dire que l'absence de moyens n'a jamais interdit l'accès au mouvement. Cependant, on entend également des témoins non scouts rappeler que les parents les ont découragés d'aller au mouvement parce qu'ils n'en avaient pas les moyens.

Dans les années 1920 et 1930, le mouvement à d'abord été lancé pour les adolescents, c'est-à-dire, suivant les catégories du temps, les 12-17 ans. Les dirigeants se voient bientôt submergés de demandes pour créer des louveteaux à l'image des *cubs* de la *Boy Scouts* ou des louveteaux français. Après avoir résisté, ils doivent finalement accepter de prendre en charge ces jeunes. Se pose alors le problème des chefs. Chez les Britanniques et les Canadiens anglais, la meute de louveteaux est dirigée par des hommes, chez les Scouts de France, par des

---

85. Robert Hamel, dans l'étude citée plus haut, présente une précieuse monographie d'une année scoutée dans une de ces paroisses dont les scouts se recrutent dans un milieu de fonctionnaires de revenus modestes.

86. Le problème du scoutisme dans les collèges reste complexe. Certaines institutions s'ouvrent avec enthousiasme au mouvement comme le Séminaire des Trois-Rivières, d'autres boudent le scoutisme, souvent pour ne pas nuire aux mouvements existants. Il existe aussi des troupes d'externes et des troupes de pensionnaires. Des phénomènes de substitution s'opèrent. En 1957, le scoutisme prend au séminaire de Nicolet la place de la JEC qui est en perte de vitesse et, dix ans plus tard, les scouts passent au mouvement Jeunesse-Caritas. (Claude Lesard, *Le Séminaire de Nicolet* (Trois-Rivières, 1980), p. 413.)

femmes. On refuse d'abord d'admettre les femmes dans le mouvement. Les aumôniers consultés s'y seraient objectés et le cardinal Villeneuve exprime l'avis en 1937 que «ce serait s'engager dans une voie peu sage d'admettre des femmes dans le Scoutisme<sup>87</sup>». Le manque d'effectifs et le succès des femmes avec les jeunes amènent à plus de souplesse. Les années 1940 voient l'expansion du louvetisme grâce à l'apport de nombreuses cheftaines<sup>88</sup>.

Dès les années 1930 apparaît aux côtés du louvetisme et de la branche éclaireur (12-17 ans), la branche aînée dite des Routiers. En 1935, le cardinal Villeneuve nomme l'abbé Maurice Roy, du séminaire de Québec, aumônier des Routiers de la nouvelle Fédération<sup>89</sup>. Comme en France, en Grande-Bretagne ou au Canada anglais, la Route ne touchera que des groupes restreints marquant cependant profondément certains individus et créant des solidarités durables. La Route contribue aussi à la redécouverte du pays de Québec, voire des États-Unis et de l'Acadie<sup>90</sup>.

Le scoutisme de ces années veut dire pour beaucoup de jeunes et de moins jeunes la découverte de la nature en un temps où le plein air n'est pas encore entré dans le genre de vie de la masse, l'initiation au camping avant sa commercialisation sur une grande échelle, de même que l'occasion de pratiquer des arts d'expression dans le sillage du Français Léon Chancerel.

Rappelons aussi que, par les contacts avec les scouts d'autres pays comme la France surtout, de jeunes Canadiens

87. Archives de la Fédération des Scouts du Québec, Alcantara Dion à Mgr Laflamme, Québec, 2 mars 1937, au sujet du cas d'une meute des Trois-Rivières qui est dirigée par une cheftaine.

88. Cependant la branche du louvetisme reste dirigée par des hommes et, jusqu'en 1960 au moins, une loi non écrite du diocèse de Québec veille à ce que la majorité des chefs louveteaux soient des hommes.

89. Archives du Bureau scout du district d'Ottawa, papiers Hébert, lettre du 12 septembre 1934.

90. Voir entre autres une expérience dans Émile Descoteaux, *Le Bâton fourchu dans les îles du grand golfe, Route du clan Jacques Buteux aux Îles-de-la-Madeleine*, Trois-Rivières, s.é., 1958, 112 p.

français découvrent d'autres cultures à l'âge où le voyage reste réservé au très petit nombre<sup>91</sup>.

## VI. UN SCOUTISME CATHOLIQUE

Le caractère catholique du scoutisme canadien-français des années 30 et 40 frappe tous les observateurs. Un Québécois note dans son journal intime au milieu des années 1930: «Le scoutisme bien compris est une excellente œuvre de jeunesse. Ici, dans la province de Québec, il est contrôlé et dirigé par le clergé<sup>92</sup>.» Après les réserves, voire l'hostilité originelle, des dirigeants et des membres du clergé québécois se sont attelés résolument à la tâche d'implanter un scoutisme catholique du type de celui qu'on trouve alors en France et en Belgique.

L'appui parfois enthousiaste de certains évêques comme ceux de Montréal, des Trois-Rivières, de Québec, de Saint-Hyacinthe, de Joliette ou de Sherbrooke va jouer un rôle décisif dans le recrutement des aumôniers dans le clergé séculier et régulier. Chaque évêque reste maître dans son diocèse. D'où l'importance de gagner l'évêque à accepter au moins le mouvement comme œuvre diocésaine. À Québec, le cardinal Villeneuve devient le meilleur appui des scouts du diocèse à partir de 1933, après avoir été converti au mouvement par un prêtre de la paroisse Saint-Cœur-de-Marie, l'eudiste d'origine française Yves Gauthier, qui a connu les Scouts de France. Par contre, l'hostilité épiscopale semble souvent l'explication de la non-implantation du mouvement dans des diocèses comme celui de Rimouski jusqu'à 1950. Ailleurs, comme à Trois-Rivières et Valleyfield, l'évêque ne veut pas que ses scouts aient quelque affiliation à une fédération extra-diocésaine. À Ottawa, au milieu des années 1940, Mgr Alexandre Vachon

91. Par exemple, les passages de scouts français en 1931 et 1934, mentionnés plus haut, (note 71 et 73), et la participation de Canadiens français aux jamborees mondiaux comme celui de Moissons près de Paris en 1947.

92. Archives publiques du Canada, M.G. 30, C49, vol. 14, «Notes historiques», sans date, de Lucien Lemieux, assistant-bibliothécaire à la Législature. Lemieux est peu sympathique au clergé qu'il trouve obscurantiste et trop nationaliste.

encourage la création d'un scoutisme diocésain qui a coupé les liens avec la *Boy Scouts* et n'en veut point avec la Fédération du Québec. Les scouts d'Ottawa se joignent finalement à la Fédération et la *Boy Scouts* ferme les yeux. Durant les années 1930, les prêtres diocésains et des grands séminaristes s'initient au scoutisme à travers les livres, comme l'abbé Hébert pionnier du scoutisme à Ottawa en 1918, ou l'abbé Lévesque, initiateur du mouvement à Saint-Boniface dans les années 1930. La nouvelle Fédération organise des camps et des sessions de formation d'aumôniers. D'anciens scouts deviennent prêtres et le scoutisme est bientôt vu comme la pépinière sacerdotale par excellence aux yeux de certains. Toute une littérature sur le sujet se développe dans le style de l'article de Marc Lallier, «Scoutisme et sacerdoce», dans la *Revue apologétique* de mars 1936, résumé dans *Mes fiches* du 1<sup>er</sup> avril 1940: on y démontre comment valeurs scouts et valeurs sacerdotales s'harmonisent.

Les congrégations religieuses s'engagent inégalement. Les jésuites sont à la source du scoutisme à Montréal comme on l'a vu. Même après les déchirements de 1935, ils restent au poste et leurs troupes de paroisses et de collèges comme Sainte-Marie et Brébeuf comptent parmi les plus dynamiques du diocèse. Un jésuite, Maurice Beaulieu, publie plusieurs ouvrages de spiritualité scoute.

Le mouvement trouve aussi de solides appuis chez les dominicains. Le père Labonté joue un rôle-clé dans la création de la Fédération en 1935. La prestigieuse *Revue dominicaine* consacre une enquête au scoutisme; elle sera reprise en 1938 en numéro de la revue, puis diffusée sous forme d'ouvrage intitulé *Le Vrai Visage du scoutisme*.

Les franciscains ont lancé le mouvement aux Trois-Rivières. Un des leurs, éducateur des plus respectés au Canada français entre 1935 et 1950, va jouer un rôle capital dans l'essor et l'affermissement du mouvement. Son action illustre bien l'engagement du clergé dans le mouvement. Adélar

Dion (1897-1949) est connu sous son nom religieux Marie-Alcantara Dion dit le père Alcantara, voire tout simplement «le père», dans les mouvements scout et guide. À sa mort en 1949, un évêque parle de lui comme du «cerveau de l'épiscopat canadien». Le père Alcantara a fait des études spécialisées en éducation à l'Université du Sacré-Cœur de Milan où il est conquis par l'exemple du franciscain Augustin Gemelli. Il rentre après quatre ans, en 1933, reprendre son enseignement au Collège séraphique des Trois-Rivières. Il découvre d'abord les guides, dont il devient aumônier diocésain en 1933. En 1935, il cumule l'aumônerie diocésaine des scouts. En 1940, il est aumônier-général adjoint des deux Fédérations des Scouts et Guides. Professeur de pédagogie à l'Université Laval à partir de 1935, il joue un rôle capital dans l'orientation des collèges classiques du Québec et de la pédagogie tant à l'élémentaire qu'au secondaire<sup>93</sup>.

Le père Alcantara se dépense sans compter pour expliquer le mouvement à l'extérieur. Par exemple, le 18 novembre 1938, il est à Joliette au scolasticat Saint-Charles des Clercs de Saint-Viateur. Il développe devant les religieux éducateurs ses thèmes préférés, à savoir que le scoutisme s'alimente à une loi bien saine et aux huit béatitudes. Le scoutisme se réalise dans la vie active et le service. C'est «une méthode de psychologie absolument chrétienne et évangélique». Les Clercs de Joliette ne manquent alors pas de l'interroger sur deux questions alors brûlantes: les rapports à l'Action nationale et à l'Action catholique. L'aumônier scout répond que les scouts canadiens-français vivent le séparatisme au plan religieux mais non au plan racial. Le patriotisme scout n'a rien contre le Canada et «le patriotisme scout se place dans la mission spirituelle catholique au Canada français dans l'Amérique du Nord». À la seconde question, le père répond que le scoutisme peut *de jure* appartenir à l'Action catholique, qui n'exclut pas

93. Voir le numéro de la revue scout *Le Feu* (Montréal) de mars 1950 qui consacre les p. 70 à 128 à la vie et à l'œuvre d'Alcantara Dion de même que le recueil *C'était mon frère(...)*, Montréal, 1965, p. 154-155.

les mouvements non spécialisés suivant les milieux comme la JOC et la JEC. Mais il explique que le cas *de facto* est à l'étude<sup>94</sup>.

La spiritualité des diverses congrégations colore le scoutisme. Les dominicains s'évertuent à montrer que scoutisme, thomisme et vertus naturelles s'harmonisent tout à fait, tandis que les franciscains ont beau jeu de faire de la spiritualité de saint François le prolongement de la méthode Baden-Powell.

L'Église catholique investit beaucoup dans le mouvement en fournissant un aumônier à chaque troupe qui compte en moyenne une trentaine de garçons. Ces aumôniers doivent camper avec les garçons durant une quinzaine de jours durant l'été. Les avantages religieux sont loin d'être minces. Le clergé contrôle discrètement l'évolution religieuse des unités et de ses membres. Des jeunes découvrent un visage du prêtre bien différent de celui du curé de paroisse lointain sinon inaccessible. De nombreux prêtres attribuent l'éclosion de leur vocation à leur expérience religieuse scoute. Le clergé de son côté apprend à travailler dans un mouvement dirigé par des laïcs hommes et femmes<sup>95</sup>, même si les domaines du temporel et du spirituel ne sont pas toujours faciles à délimiter. Les témoignages d'anciens scouts décrivent un clergé omniprésent dans le mouvement et parfois autoritaire. La façon dont le cardinal Villeneuve obtient la fusion de 1935 en dit long sur la puissance des évêques. Le mouvement est aussi un lieu d'expériences nouvelles dans le domaine religieux. Le formalisme religieux y est contesté. La religion s'y intériorise. Les autorités religieuses y admettent des libertés en matière liturgique, novatrices pour l'époque, comme la messe au camp et en plein air<sup>96</sup>.

94. Compte rendu dans *Les Carnets du Théologues* devenus plus tard les *Carnets viato-riens*, 4<sup>e</sup> année, n° 1, janvier 1939, p. 28. La conférence est résumée aux pages 33 à 35 du même numéro. Sur la question de l'Action catholique voir plus bas note 105.

95. On a vu plus haut qu'un premier essai de constitution diocésaine à Québec en 1935 prévoyait de flanquer le commissaire laïc d'un commissaire religieux. Cet arrangement fut vite abandonné.

96. Sur les liens étroits entre le scoutisme et le catholicisme, voir par exemple le numéro «Marie et le Scoutisme» dans la prestigieuse revue *Marie* de mai-juin 1960 (vol. XIV, n° 1).

## VII. UN MOUVEMENT PARMIS D'AUTRES

Le scoutisme n'est pas né dans un monde privé d'organismes de jeunes. À la fin des années 1910, comme le rappelle Villeneuve, il existe de nombreux groupements de piété, telle la Croisade eucharistique. Des paroisses de ville comptent souvent un vicaire chargé d'organiser des activités pour occuper les jeunes comme un abbé Hébert à la paroisse Notre-Dame d'Ottawa. Pour les aînés des collèges, l'A.C.J.C. alors en pleine expansion offre un réseau de cercles d'études que lient des congrès et un organe, *Le Semeur*. À partir de 1925, ce périodique fera l'éloge du scoutisme; les cercles de l'A.C.J.C. sont invités à étudier le mouvement. L'A.C.J.C. se voit alors comme la suite du scoutisme pour les jeunes de 16 ou 17 ans. Ressuscités comme gardes paroissiales après 1900, les Zouaves pontificaux, pour leur part, attirent une partie de la jeunesse. Quant aux cadets, ils connaissent une grande vogue à la veille de la Première Guerre mondiale, surtout au Canada anglais. Une ville comme Québec compte un florissant Patrochage animé par les religieux de Saint-Vincent-de-Paul<sup>97</sup>.

Les années 1930, qui sont celles de la crise économique, voient une poussée des organismes de jeunesse. Le sort des

---

97. L'Association Catholique de la Jeunesse française a été fondée en 1886 par le comte Albert de Mun. C'est un mouvement où les jésuites jouent un rôle clef et qui s'adresse essentiellement aux étudiants. Piété et action sociale au sens large sont ses buts. En 1914 le mouvement compte 140 000 membres. De tendance conservatrice en politique, ils se recrutent dans la bourgeoisie. Un mouvement de ce type qui s'adresse surtout à la jeunesse des collèges classiques est lancé au Québec après 1900. Les débuts de l'A.C.J.C. fondée en 1904 ont été racontés par Laurier Renaud, *La Fondation de l'A.C.J.C. L'histoire d'une jeunesse nationaliste* (Jonquière, 1973). Cette association comptera jusqu'à 3 000 membres répartis en 200 cercles en 1935. Sur la Croisade eucharistique voir Antonio Poulin et Jean Laramée, *La Croisade eucharistique. Une école de formation* (Montréal, 1960, 3<sup>e</sup> édition remise à jour). Fondée en 1914 en France, bénie dès 1916 par Benoît XV, la Croisade fleurit jusque dans les années 1950. Ses publications connaissent encore des tirages abondants en 1960: *Croisillons* pour les 6-9 ans: 80 000 exemplaires, *Vouloir* pour les 9-12 ans: 135 000 exemplaires et *Rayonner* pour les adolescents: 27 000 exemplaires. C'est avant tout une association pieuse. Les cadets, formation para-militaire, comptent au Canada trois fois plus de membres que les scouts en 1914, rappelle Desmond Morton dans «The Cadet Movement in the Moment of Canadian Militarism, 1900-1914», dans *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, vol. 13, n<sup>o</sup> 2, été 1978 Summer, p. 56.

jeunes des villes, laissés à eux-mêmes surtout l'été, inquiète les autorités religieuses et civiles. À Montréal, des jésuites s'occupent des jeunes au parc Lafontaine. Une préoccupation analogue inspire des initiatives du même type aux Trois-Rivières et à Québec. Il en naîtra l'Oeuvre des Terrains de jeux appelée à un grand développement dans les années 1940 et 1950<sup>98</sup>. Les jésuites lancent en 1926 la ligue d'Action missionnaire qui se répand vite dans les collèges et les juvénats. Elle comptera jusqu'à 800 groupes. Dans la même décennie, un groupe de jeunes chercheurs en sciences naturelles préoccupés d'éducation crée l'A.C.F.A.S. et provoque la création d'un réseau de jeunes naturalistes. Le séminaire de Québec, par exemple, compte bientôt son cercle Buffon et le collège Sainte-Marie de Montréal a aussi un cercle de naturalistes.

Mouvement volontaire faisant appel à tous les jeunes mais n'attirant en pratique que de jeunes urbains, le scoutisme ne touche qu'une partie réduite de la jeunesse. En 1921, on peut estimer à environ 80 000 le nombre des garçons francophones de 12 à 15 ans. Ils seront plus de 125 000 vingt ans plus tard dont le quart à Montréal alors que le mouvement scout compte quelque 2 000 membres. En 1938, un observateur estime à quelque 436 000 le nombre des jeunes québécois de 15 à 30 ans. Environ 60 000 appartiennent à des mouvements de jeunesse. Les patronages regroupent 3 000 jeunes tandis que l'O.T.J. s'occupe de plus de 20 000 enfants. Plusieurs centaines de jeunes se retrouvent dans les Jeunes Canada, etc.

98. Sur l'Oeuvre des Vacances, lancée dès 1927 par les jésuites pour les garçons du parc Lafontaine, voir *La Vie de Jésus au Canada* déjà citée, p. 166-167. Dans *Loisirs de jeunes, une expérience à Lachine*, l'abbé Guy de Schetagne (Montréal, 1945, 171 p.) décrit le Cercle paroissial de la ville et l'Oeuvre des Terrains de jeux locale qui a dix ans en 1944. Il souligne que l'aumônier dirige tout et que la plupart de ses chefs sont des jécistes; les chevaliers de Colomb soutiennent l'œuvre depuis 1939; le Cercle paroissial a 50 ans. Dans une brochure instructive publiée en 1925 sous le titre *Pour assurer l'avenir. Les œuvres de jeunesse* (Québec, 1926, 47 p.), l'abbé Pierre Gravel décrit une autre œuvre modèle. Fondée en 1926, l'œuvre de jeunesse de Saint-Alphonse de Thetford réunit les jeunes de 15 ans et plus et leur offre des jeux de quilles, de *pool*, de dames, d'échecs et une salle de lecture. Sous son égide se réunit un cercle de l'A.C.J.C., un cercle dramatique et des clubs de balle-au-camp, de gouret et de raquette, de même qu'une fanfare et un orchestre. Tous les soirs on récite la prière et deux fois par semaine ont lieu des cours de religion.



L'A.C.J.C. compte quelques centaines de membres. La guerre donne un coup de fouet aux cadets estimés en 1944 à plus de 150 000. Le Y.M.C.A. a quelque 58 000 adhérents. Sont apparus en 1942, les 4H qui comptent au Québec 4 à 5 000 jeunes. Ils recrutent surtout en milieu rural et visent à intéresser les jeunes à la conservation de la forêt et des autres ressources naturelles. En 1944, la *Boy Scouts* compte 93 000 membres dont près de la moitié sont des louveteaux (8-12 ans). La Fédération des Scouts catholiques de la province de Québec, pour sa part, compte au même moment 5 000 membres<sup>99</sup>.

En 1935, le pape Pie XI a lancé l'Action catholique qui se développe dans les collèges sous la forme de Jeunesse étudiante catholique mise de l'avant surtout par les religieux de Sainte-Croix. La J.E.C. se répand comme une traînée de poudre: 2 000 en 1936, les jécistes sont 4 000 en 1938 et 90 000 en 1944 au Québec. La J.E.C. vise une population proche de l'A.C.J.C.: jeunes gens des collèges préoccupés à la fois de vie intérieure et d'action sur le milieu pour le transformer dans le sens des valeurs catholiques du temps. L'A.C.J.C. entre bientôt en rivalité avec le nouvel organisme mais doit céder du terrain durant les années 1940. L'Action catholique comprend, aux côtés de la J.E.C., la Jeunesse ouvrière catholique qui se répand chez les jeunes travailleurs et va faire parler d'elle dans la lutte anti-communiste des années 1930. Elle compte 23 000 membres en 1938. Sa clientèle reste distincte de celle des scouts qui est plus jeune<sup>100</sup>.

99. Louis-Philippe Roy, «Les Œuvres de jeunesse masculines dans la Province de Québec», dans *Deuxième Congrès de la Langue française au Canada* (1937). *Mémoires*, tome III (Québec, 1938) p. 409-418. George Tuttle, *Youth Organizations in Canada. A Reference Manual Prepared for the Canadian Youth Commission* (Toronto, 1944), *passim*.

100. En 1927, la France voit la création de la Jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.) qui comptera 65 000 membres dix ans plus tard. La Jeunesse agricole chrétienne fondée en 1929 comptera 35 000 membres dès 1935. La Jeunesse étudiante chrétienne (J.E.C.) fondée en 1930 en compte 10 000 cinq ans plus tard. En 1936, en comparaison, les Scouts de France comptent 55 000 membres. Un secrétariat central pour la France coordonne de Paris l'Action catholique. Chaque diocèse possède une commission mixte de prêtres et de laïcs pour conseiller l'évêque en matière d'œuvres. Les relations entre ces organisations diocésaines ou nationales et les groupements paroissiaux ne sont pas toujours faciles.

Ici comme en France, scouts et jécistes vont bientôt se concurrencer à la conquête d'une clientèle qui souvent est la même, par exemple, dans les collèges. Une abondante littérature se répand qui prêche la bonne entente entre les mouvements, ce qui laisse croire qu'il est loin d'être facile pour chacun de bien délimiter clairement son domaine<sup>101</sup>. Des stéréotypes du scout et du jéciste se répandent. Un professeur du collège Sainte-Marie en 1935 les décrit ainsi: «Les scouts veulent devenir des hommes d'action [...] Ils rêvent de reconstruire leur pays; ils s'intéressent à tous les métiers: militaire, minier, industriel, agricole [...] Les jécistes préfèrent les carrières intellectuelles; des hommes de pensée. Ils seront écrivains, professeurs, historiens, journalistes, conférenciers... et politiques<sup>102</sup>.» Dans un article présenté dans *Mes fiches*, un jeune français dénonce les «vieux clichés» qui opposent les «hommes des bois» que seraient les scouts aux jécistes trop intellectuels et qui, dans l'apostolat catholique, réservent aux scouts l'entrain alors que les jécistes amèneraient la méthode<sup>103</sup>.

La création des mouvements spécialisés auxquels est confié le monopole de l'Action catholique place le scoutisme dans une position inconfortable. Les Français débattent la question dès 1931 après que le cardinal Verdier eût dit aux Scouts: «Vous serez les chevaliers de l'Action catholique.» Chaque évêque est maître de l'Action catholique dans son diocèse et

101. Comme par exemple Marcel Foisy, c.s.v., dans *Les Carnets viatoriens* d'octobre 1940 (V<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 4, p. 196 à 202): «Comment pourraient collaborer J.E.C. et Scoutisme.» En France la question est débattue avec ardeur. Jean-Baptiste Duroselle écrit «Scoutisme et J.E.C. Principes et éléments d'une collaboration réelle» dans la *Revue des jeunes* du 10 juillet 1939 reproduit dans *Mes fiches* du 1 novembre 1939, où il invite certains routiers et guides aînés à découvrir en collaboration avec les jécistes, l'immense champ d'apostolat du milieu étudiant.

102. «L'éducation du collège Sainte-Marie», dans *L'Action nationale*, 3<sup>e</sup> année, 1935, p. 168.

103. Duroselle cité plus haut. La rivalité est évoquée par Gabriel Clément, *Histoire de l'Action catholique au Canada français* (Fides, 1972, 331 p.). Ce qui se passe ici rappelle ce qui se passe en France et en Belgique. (R. Aubert, *Nouvelle Histoire de l'Église*, tome 5, p. 628). Sur ces rapports voir l'article de Luigi Cardini dans *L'Enciclopedia cattolica*, «Azione cattolica» (en 1949).

peut reconnaître ou non une œuvre comme d'Action catholique<sup>104</sup>. À Québec, le cardinal-archevêque Villeneuve, des plus favorables au mouvement, retardera cependant longtemps sa reconnaissance *de jure*<sup>105</sup>. En 1942, le délégué apostolique prend position carrément en faveur de la reconnaissance: «Les groupements de scouts, dit-il, ne doivent pas être considérés seulement comme une œuvre de formation personnelle, mais comme une œuvre d'apostolat en même temps qu'une excellente préparation aux mouvements spécialisés de l'Action catholique<sup>106</sup>.» Le 10 mai 1942, les évêques du Québec assemblés laissent à chaque ordinaire de déclarer selon qu'il jugera à propos que les scouts et guides du diocèse font ou ne font pas partie intégrante de l'Action catholique diocésaine. Aux Trois-Rivières, Mgr Comtois s'empresse de proclamer le scoutisme diocésain mouvement d'Action catholique<sup>107</sup>.

La rivalité entre scouts et jécistes n'en continue pas moins malgré des échanges de bons procédés comme tel article que Gérard et Alec Pelletier offrent à *Servir*, revue des chefs scouts et des routiers<sup>108</sup>. En 1944, *Servir* rappelle, à la suite de la *Semaine religieuse de Québec*, que le scoutisme est bel et bien compatible avec la J.E.C. dans les maisons d'éducation, et ce sans doute pour contrer la politique de monopole au profit de la J.E.C. pratiquée par certaines autorités collégiales<sup>109</sup>.

104. Voir entre autres l'article du chanoine Cornette dans *Le Chef* du 15 octobre 1931 et celui du père Forestier dans la *Revue des jeunes* du 15 février 1935.

105. Sur l'organisation de l'Action catholique voir Joseph Papin Archambault, *L'Action catholique d'après les directives pontificales* (Montréal, 1938). Le jésuite enseigne l'Action catholique à l'Université Laval depuis 1932. Son livre qui suit le manuel classique de Civardi, l'autorité romaine en ces matières, est préfacé de lettres d'approbation du cardinal Villeneuve et de Mgr Gauthier de Montréal.

106. Cité dans *Rapport des journées d'études sacerdotales de la Jeunesse ouvrière catholique à l'occasion du dixième anniversaire de la J.O.C. canadienne (1932-1942)* (Montréal, 1942), p. 58.

107. Comtois aux aumôniers Dion et Verville, 22 avril 1942. Lettre conservée aux Archives du séminaire des Trois-Rivières, fonds «Scouts».

108. «Notes sur les premières démarches de l'amour», dans *Servir*, février-mars 1945, n° 45, p. 148-152.

109. *Servir*, mars 1944, p. 115-116. L'article de la *Semaine religieuse* est du 24 février 1944.

Un autre accrochage survient en 1945 lorsque la J.E.C. met sur pied des camps d'été, empruntant des éléments au scoutisme, depuis le foulard jusqu'aux techniques du feu de camp. Un «Communiqué officiel du Quartier-Général» scout dénonce fermement le «plagiat»<sup>110</sup>.

### VIII. D'HIER À AUJOURD'HUI

Le mouvement scout continue son expansion géographique et quantitative durant les années 1950 et 1960 dans des cadres qui n'ont pas tellement changé. Les années 1966 à 1975 voient une chute des effectifs de près de 26 000 à 22 500 jeunes. Le mouvement, au Québec comme dans les autres pays, entreprend une réflexion en profondeur et propose à ses dirigeants des virages méthodologiques considérables<sup>111</sup>. L'uniforme est simplifié, le texte de la loi adapté au monde actuel, le rôle du «chef» s'efface au profit de l'«animateur», la discipline s'assouplit, la branche éclaireur est scindée en deux groupes d'âges et de pratique scout. Ces changements entraînent quelques déchirements dans le mouvement en particulier dans la région montréalaise. Une, puis deux associations dissidentes de scouts se forment qui revendiquent chacune le privilège de maintenir l'authenticité de la méthode, voire le carac-

110. *Servir*, juin-juillet 1946, n<sup>os</sup> 55-56, p. 333-335. Allusion à une brochure publiée à l'été de 1945 sur les «Centres de militants». Le communiqué cite Mgr Richard, évêque de Laval en France qui, en 1939, a dénoncé les parodies du scoutisme. Voir aussi sur cette question l'article de Gérard Lemieux dans la *Semaine religieuse de Montréal* du 25 juillet 1945 intitulé «Scoutisme et J.E.C.», plein de bienveillance envers le scoutisme et où l'auteur défend les emprunts.

111. Les réformes au milieu des années 1960 ont amené des remous en France, en Allemagne, en Belgique, en Italie et au Luxembourg. Dans ces pays s'est créée une Fédération des «Guides et Scouts d'Europe» qui se réclament d'un scoutisme catholique traditionnel. Voir par exemple la prise de position du groupe dans la *Documentation catholique* du 3 avril 1977 (p. 349). Des québécois dissidents de l'Association des Scouts du Canada adoptent des positions méthodologiques et idéologiques voisines et suivent de près le mouvement des «Guides et Scouts d'Europe». Sur le «schisme» québécois, voir un article de presse de Luc Chartrand, «Le Grand Jeu de la Tradition contre le Progrès. Nos scouts en pleine bataille des Anciens et des Modernes», dans *Perspectives* du 21 janvier 1978 (p. 2 et 4). Sur la remise en question dans les années 1960 de la pédagogie de l'adolescence voir Joseph F. Kett, *Rites of Passage: Adolescence in America, 1790 to the Present*, New York, 1977 et Maurice Crubellier, *L'Enfance et la jeunesse dans la Société française, 1800-1950*, Paris, 1979.

tère catholique du mouvement. La querelle continue de façon sporadique<sup>112</sup>. Mais dans l'ensemble, le mouvement a surmonté cette crise, a enrayé la baisse d'effectifs et il offre un visage assez renouvelé par rapport aux années qui vont de 1935 à 1965.

Le début des années 1970 voit aussi la solution d'un épineux problème, celui des nouveaux rapports entre la *Boy Scouts* et la Fédération. La multiplication d'unités scoutées canadiennes-françaises et catholiques hors du Québec amène à remettre en question l'accord de 1935 qui limite la Fédération au Québec. Après de longues négociations et diverses tentatives de structures qui durent plus de dix ans, la *Boy Scouts* et la Fédération arrive à une entente en 1972. La Fédération conserve sa charte pour le territoire québécois et une Association des Scouts du Canada (francophones et catholiques) naît qui regroupe quatre Fédérations: Acadie, Québec, Ontario et Ouest. Les jeunes du Québec constituent les cinq-sixièmes des effectifs de l'Association qui favorise les liens entre francophones québécois et francophones hors Québec.

\*

\* \*

Au terme de ce survol se dégagent quelques évidences et surgissent de belles questions.

Le refus initial du scoutisme montre une Église et une élite nationaliste sur la défensive, la première étant bien mieux armée que la seconde. C'est l'Église, pour laquelle le contrôle de l'éducation est vital, qui prend l'initiative d'acclimater le

---

112. Un écho entre plusieurs dans le «Courrier du lecteur» du *Devoir* du 7 mai 1980: charge contre le «néo-scoutisme» qui sombre dans le laisser-aller et a besoin d'un retour aux sources. Voir aussi les échanges entre le franciscain Pacifique Emond et Jean-Claude Proulx, président de l'Association des Scouts du Canada (et prêtre du diocèse d'Ottawa) dans *Le Nouvelliste* (Trois-Rivières) du 11 août et *Le Devoir* du 19 septembre 1977. Le mouvement reste incontestablement confessionnel comme en témoigne l'incident Tarrab (*Le Devoir*, 29 mars et 23 avril 1982).

mouvement et qui obtient un *modus vivendi* avec le scoutisme canadien, ménageant à la fois son propre système d'emprise et préservant le caractère national canadien-français du mouvement. L'Église investit beaucoup dans un mouvement qui le lui rend bien. La poussée des mouvements d'Action catholique à partir de la fin des années 1930 freine peut-être le développement du scoutisme. Mais celui-ci, en misant sur l'adhésion volontaire, survivra mieux, à long terme, que la plupart des mouvements catholiques de jeunesse. Le scoutisme joue également un rôle non négligeable dans la redéfinition de la place du clergé dans les organisations de jeunesse. Les oiseaux de malheur qui craignaient qu'on fasse trop confiance aux laïcs et aux jeunes dans les années 1920 ont vu leurs prédictions bien démenties. Et le fait que l'Église se soit lancée avec une ardeur certaine dans l'aventure révèle un désir d'adaptation qui atténue l'image d'un bloc autoritaire et figé. La diversité des réponses selon les diocèses et congrégations nous rappelle aussi les visages divers de cette Église canadienne-française aux dons divers et aux intérêts multiples qui se livrent parfois des luttes feutrées.

La part importante des aumôniers à tous les niveaux depuis la troupe paroissiale ou de collège jusqu'au niveau national en passant par celui du diocèse est capital durant toute la période. Tous les témoins laïcs interrogés par les enquêteurs de 1979 s'accordent à dire que évêques et aumôniers jouent un rôle clef dans le mouvement. On a vu le rôle décisif de Villeneuve dans les années 30 et celui de jésuites et de dominicains. Bureau, commissaire aux Trois-Rivières puis commissaire provincial, doit défendre avec vigueur ses prérogatives face à des évêques ou des aumôniers envahissants. Dans la première version des statuts et règlements du diocèse de Québec, on a créé le double poste de commissaire laïc et de commissaire ecclésiastique. Cette structure bicéphale peu accordée à l'esprit et aux méthodes du mouvement doit être vite abandonnée. Mais les aumôniers restent *de facto* co-responsables du mouvement à tous les niveaux. Le scou-

tisme n'échappe pas à la règle des mouvements d'éducation de l'époque. Chefs et commissaires du temps semblent s'être accommodés de la situation. Ces hommes et ces femmes intéressés avant tout à la grande aventure éducative acceptent assez volontiers, quitte à regimber de temps en temps, les servitudes d'un scoutisme sous la coupe de l'Église. Servitudes non sans contreparties avantageuses: protection morale voire matérielle de la paroisse et du diocèse et confiance des parents qui voient leurs enfants entre les mains d'un mouvement respecté par l'Église même.

Cette histoire se passe en un temps où l'État se fait bien discret dans le domaine de l'éducation. Certes, les hommes politiques ont de bons mots pour le mouvement et la Province verse une contribution un peu plus que symbolique. Mais il faudra attendre les années 1960 pour voir une véritable politique dans ce domaine avec ses avantages et ses inconvénients (bureaucratization et manipulation idéologique entre autres). Dans les années que nous avons étudiées ici, l'État semble trop heureux de voir ces fonctions exercées par l'Église et des organismes volontaires comme le scoutisme.

L'échec relatif des milieux nationalistes des années 1930 pour monopoliser le mouvement révèle les divergences de la société globale sur ce point, de même que la crainte de la surenchère nationaliste chez ceux qui voient ce qui se passe ailleurs, en Italie ou en Allemagne. Cet échec s'explique aussi par la nature même du mouvement. Ceux qui y travaillent y viennent pour les jeunes. Les idéologues finissent par s'y user: ils quittent ou mettent une sourdine à leurs projets. L'évolution de la pensée du fondateur et de son cercle est révélatrice sur ce point. Créateur d'un mouvement pour régénérer les petits Britanniques, futurs leaders de l'Empire, Baden-Powell se retrouve à la tête d'un mouvement fortement teinté d'internationalisme. Lors de la crise interne de 1935 au Québec, il est révélateur que la plupart des dirigeants et aumôniers de la Fédération des Éclaireurs passent à la nouvelle Fédération

qui, il est vrai, ne leur demande pas d'autocritique. Les jugements moroses des *Mémoires* du chanoine Groulx risquent de fausser l'intelligence de l'histoire sur ce point.

Reste des questions plus difficiles qui touchent aux fondements même de la société d'ici. Pourquoi un développement assez peu considérable si on le compare à celui du Canada anglais où le scoutisme attire, toutes proportions gardées, trois fois plus de jeunes? Pourquoi un tel manque d'adultes pour encadrer les jeunes pendant des décennies jusqu'aux années 1970? En effet, l'essentiel des cadres fut longtemps formé de chefs autour de vingt ans loin de posséder la maturité et l'expérience pédagogique d'adultes. Ce qui n'empêcha pas alors les parents de faire une confiance quasi absolue au mouvement sans doute parce qu'il était parrainé par l'Église.

L'étude de la théorie et de la pratique du leadership fournirait un matériau de choix pour une histoire de cette fonction chez les jeunes et les moins jeunes depuis les années 1920.

Un autre beau problème est celui de l'acculturation du mouvement au Canada français. Tout en restant fidèle à la méthode du scoutisme international, le scoutisme pratiqué au Canada français possède des traits culturels propres à part la langue et la confessionnalité. Le style de rapports adultes/jeunes frappe l'observateur par des différences avec celui du Canada anglais par exemple. Le support des paroisses reste aujourd'hui encore essentiel à la vie du mouvement au Canada français alors que la moitié seulement des unités de la *Boy Scouts* utilisent les infrastructures paroissiales.

Faut-il, en terminant, rappeler les limites de l'étude d'un mouvement enraciné au niveau paroissial ou collégial? La capillarité de l'organisation invite à des monographies qui font cruellement défaut. Avant tout mouvement d'action, c'est au niveau du vécu qu'on peut appréhender le scoutisme. Vécu qui peut en partie être reconstitué par des souvenirs



d'anciens dégagés de la gangue d'idéalisation du temps de la jeunesse. Dégagés aussi du louable mais inutile désir de justification, face à un aujourd'hui qui ne peut être tout à fait ce que fut hier, sinon l'histoire serait sans objet.

A handwritten signature in black ink, reading "Pierre Savard". The script is fluid and cursive, with a long horizontal flourish extending to the right from the end of the name.